

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR D'APPEL

C.A. n° : 500-09-
C.S. n° : 500-11-048114-157

**DANS L'AFFAIRE DE L'ARRANGEMENT
DE BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED ET AL., SUIVANT LA LOI SUR
LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES :**

VILLE DE FERMONT, corporation
municipale légalement constituée en vertu
de la *Loi sur les cités et villes*, ayant son
siège social au 100, Place Daviault, Ville de
Fermont, province de Québec, district de
Mingan, G0G 1J0

APPELANTE –
Créancière / Opposante

c.

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED**, société légalement constituée en
vertu des lois de l'Ontario, ayant son siège
social au 1155, boul. Robert-Bourassa,
bureau 508, Ville de Montréal, province de
Québec, district de Montréal, H3B 3A7;

QUINTO MINING CORPORATION,
société légalement constituée en vertu des
lois de la Colombie-Britannique, ayant son
siège social au 1155, boul. Robert-
Bourassa, bureau 508, Ville de Montréal,
province de Québec, district de Montréal,
H3B 3A7;

8568391 CANADA LIMITED, société
légalement constituée en vertu de la *Loi
canadienne sur les sociétés par actions*,
ayant son siège social au 1155, boul.
Robert-Bourassa, bureau 508, Ville de
Montréal, province de Québec, district de
Montréal, H3B 3A7;

CLIFFS QUÉBEC IRON MINING ULC, société légalement constituée en vertu des lois de la Colombie-Britannique, ayant son siège social au 1155, boul. Robert-Bourassa, bureau 508, Ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H3B 3A7;

WABUSH IRON CO. LIMITED, société légalement constituée en vertu d'une loi étrangère ayant son siège social au 200, Public Square, suite 3300, Cleveland, Ohio, États-Unis, 44114;

WABUSH RESOURCES INC., société légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège social au 199 Bay Street, suite 4000, Toronto, province de l'Ontario, M5L 1A9;

INTIMÉES –
Débitrices / Requérantes

et

THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED PARTNERSHIP, société légalement constituée en vertu des lois de l'Ontario, ayant son siège social au 1155, boul. Robert-Bourassa, bureau 508, Ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H3B 3A7;

BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, société légalement constituée en vertu des lois de Terre-Neuve et du Labrador, ayant son siège social au 1155, boul. Robert-Bourassa, bureau 508, Ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H3B 3A7;

WABUSH MINES, société légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 199 Bay Street, suite 4000, Toronto, province de l'Ontario, M5L 1A9;

ARNAUD RAILWAY COMPANY, société légalement constituée, ayant son siège social au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, Ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H3B 4N8;

WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, société légalement constituée en vertu des lois de Terre-Neuve et du Labrador, ayant son siège social au 1155, boul. Robert-Bourassa, bureau 508, Ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H3B 3A7;

MISES EN CAUSE –
Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC., société légalement constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, ayant son siège au 79, rue Wellington Ouest, suite 2010, Toronto, province de l'Ontario, M5K 1G8;

MISE EN CAUSE –
Contrôleur

**DEMANDE POUR PERMISSION D'APPELER D'UN
JUGEMENT RENDU EN MATIÈRE DE PLAN
D'ARRANGEMENT**

(Articles 13 et 14 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* ainsi que les articles 30 al. 2 et 357 *C.p.c.*)

Partie Appelante

Datée du 1^{er} septembre 2017

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR D'APPEL, SIÉGEANT
DANS LA DIVISION DE MONTRÉAL, L'APPELANTE EXPOSE
RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

1. Par un jugement rendu le 25 juillet 2017 (ci-après « **le Jugement** »), l'Honorable Stephen W. Hamilton, J.C.S., siégeant à la Cour supérieure du district de Montréal, chambre commerciale, a accueilli la « *Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief* » (ci-après la « **Requête** ») des Intimées;
2. Cette Requête visait, entre autres choses, à faire approuver par la Cour supérieure la méthodologie d'allocation soumise par le Contrôleur pour la distribution du produit de réalisation des actifs immobiliers de la mine de Bloom Lake (ci-après les « **Actifs visés** ») entre chaque catégorie d'actifs, le tout conformément aux dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36 (ci-après la « **LACC** »);
3. L'Appelante s'est opposée à la répartition du produit de réalisation de 6,9 M\$ concernant les différents Actifs visés sur lesquels portent sa créance prioritaire puisque cette répartition est déraisonnable et particulièrement préjudiciable pour le recouvrement de ses taxes foncières qui bénéficient d'une priorité;
4. L'audition de la Requête en première instance a eu lieu le 26 juin 2017 et a duré environ deux (2) heures vingt-cinq (25) minutes;
5. Aux termes de son jugement, l'Honorable Juge Hamilton, J.C.S., émet les conclusions suivantes :

« [58] **GRANTS** the CCAA Parties' Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology and Other Relief (#516).

[59] **APPROVES** the following allocation methodology, including the purchase price allocations in the purchase and sale transactions approved by the Court:

(a) Realizations from transactions would be allocated amongst specific assets and specific CCAA Parties as set out in each

transaction agreement, which, in each case, are the allocations proposed by an arm's length purchaser;

[...]

[60] **PERMITS** the repayment of approximately \$4.1 million advanced by Bloom Lake LP to CQIM since the start of the CCAA Proceeding.

[61] **PERMITS** the payment on account of outstanding property taxes owed by the CCAA Parties for any portion of the outstanding property taxes that are not in dispute or otherwise contested, provided that:

- (a) there exists no competing claim which may rank equal or higher to the outstanding property taxes pursuant to a security or priority (including the Pension Claims at stake in the Monitor's Motion for Directions with respect to Pension Claims); and
- (b) the proceeds of sale available further to the application of the allocation methodology are sufficient to do so.

[62] **ORDERS** the provisional execution of conclusions 60 and 61 of this Judgment, notwithstanding any appeal and without the necessity of furnishing any security.

[63] **WITHOUT COSTS.** »

[nos soulignements]

6. Le 25 août 2017, en conformité avec l'application des articles 13 et 14 de la LACC, l'Appelante a présenté à l'honorable juge Hamilton une demande en prolongation de délai aux fins d'exercer son droit d'appel, ce qui lui fut accordé jusqu'au 5 septembre 2017;
7. L'Appelante joint aux présentes le Jugement de première instance (**Annexe 1**), une copie des pièces présentées en première instance et nécessaires à l'obtention de la permission d'appeler (**Annexe 2**), ainsi qu'une copie des actes de procédure relatifs à l'audition de la Requête en première instance et à la prolongation du délai d'appel (**Annexe 3**);

8. L'Appelante soumet avec entier respect pour le juge de première instance que celui-ci a commis des erreurs déterminantes au point d'infirmer le Jugement de première instance;
9. En effet, les déterminations factuelles et les inférences de droit faites par le juge de première instance quant au caractère raisonnable de l'allocation proposée sont de nature à constituer des erreurs de faits manifestes et des erreurs de droit toutes déterminantes dans l'issue du débat, celles-ci ayant mené le juge à ne pas exercer judiciairement sa discrétion et à rendre une ordonnance aux conséquences inéquitables et déraisonnables, le tout contrairement aux objectifs de justice et d'équité promulgués par la LACC;
10. Plus particulièrement, le juge de première instance a erré dans son Jugement pour les motifs suivants :
 - I. **Erreur quant au caractère raisonnable de la valeur accordée aux actifs résidentiels « accessoires » à l'exploitation minière en cause**
11. Le juge de première instance a erré de façon déterminante lorsqu'il a conclu que la valeur de 4 M\$ allouée aux actifs résidentiels, immeubles accessoires à l'exploitation de la mine en l'espèce, constituait une valeur marchande raisonnable à la date de la transaction, le tout compte tenu de la valeur de 1,5 M\$ ayant été attribuée aux actifs immobiliers servant à l'exploitation minière et de la valeur de 1,4 M\$ attribuée au bail minier;
12. Cette erreur est déterminante puisqu'en omettant de tenir compte de l'interrelation indissociable entre l'opération de l'exploitation minière et la valeur relative des résidences mises à la disposition des employés y travaillant, le juge de première instance n'a pas accordé l'importance appropriée à cet élément factuel dominant et pourtant mis en preuve par l'Appelante;

13. Ce faisant l'honorable juge n'a pas tiré les inférences légales appropriées quant à la valeur relative et limitée pouvant être attribuée aux actifs résidentiels situés dans une ville minière comme Fermont;
14. L'Appelante entend démontrer qu'en minimisant l'impact des faits pertinents et dominants mis en preuve, soit les caractéristiques inhérentes au marché immobilier des villes mono-industrielles en milieu éloigné, le juge de première instance n'a pas exercé sa discrétion judiciairement et ne pouvait raisonnablement conclure qu'une valeur supérieure à celle attribuée aux actifs miniers soit allouée aux actifs résidentiels accessoires à l'exploitation minière;
15. Bref, dans une ville minière nordique, l'actif principal, fonction des investissements consacrés, est la mine, et les immeubles y étant accessoires ne peuvent raisonnablement revêtir une valeur plus élevée;
16. Afin de justifier le fait que des valeurs supérieures aient été imputées aux actifs résidentiels, le représentant du Contrôleur a témoigné, sans appui sur des faits précis extrinsèques, sans connaissance de la situation *in situ* et à titre purement hypothétique n'ayant aucune valeur probante, que les actifs résidentiels pourraient éventuellement être revendus ou intéresser un acheteur potentiel aux fins de desservir le projet minier Firelake, sis à Labrador City;
17. Or, le témoin de l'Appelante, M. Richard Chabot, évaluateur municipal de la Ville de Fermont, ayant une connaissance personnelle de très longue date des lieux et du projet Firelake, est pourtant venu expliquer que la distance de près de 90 km à franchir entre Fermont et le site du projet Firelake se faisait sur une route de gravier peu praticable et entrecoupée maintes fois par des convois ferroviaires, qu'il en prenait au bas mot près de 1,5 heure pour parcourir celle-ci et qu'en l'espèce, il était donc impensable et irréaliste qu'un acheteur potentiel puisse envisager un tel usage des actifs résidentiels pour le projet Firelake;

18. Ce témoignage n'a jamais été contredit à l'audience et repose sur les constats personnels de l'évaluateur municipal ayant emprunté cette route à plusieurs reprises, y compris tout récemment;
19. Ce témoignage s'imposait donc d'entrée de jeu face à celui hautement hypothétique du représentant du Contrôleur, ce dernier ne reposant aucunement sur une connaissance *in situ*, mais sur des projections et hypothèses strictement financières et désincarnées : omettre d'en tenir compte ou d'en tirer les inférences légales appropriées constitue dans les circonstances une erreur déterminante et même, au plan factuel et d'appréciation de la preuve, une erreur manifestement déraisonnable;
20. Enfin, les valeurs accordées aux actifs suivant une transaction dans le cadre de l'application de la LACC ne peuvent être représentative de la valeur réelle du marché, tel qu'il est le cas lors d'une vente faite par un syndic : ces ventes de feu sont de fait exclues en droit fiscal municipal pour les fins de l'établissement des valeurs d'un immeuble;

II. Erreur quant aux facteurs jugés pertinents aux fins d'évaluer la valeur d'actifs miniers sujets aux fluctuations conjoncturelles

21. Le juge de première instance a manifestement erré en concluant que certains facteurs, tels que le prix du fer, pourtant sujet à des périodes cycliques, étaient déterminants dans l'appréciation de la valeur foncière des actifs miniers et qu'au contraire, le rôle d'évaluation foncière de l'Appelante n'en constituait pas un indicateur fiable et probant;
22. Cette erreur est déterminante puisqu'en concluant que certains facteurs, distincts de ceux normalement pris en considération pour établir la valeur inscrite au rôle d'évaluation foncière, devaient s'appliquer en l'espèce pour évaluer la valeur des actifs de la mine, le tout sans justifier son raisonnement par la preuve soumise ni aucune autorité à cet effet, le juge n'a pas tiré les inférences légales appropriées quant à la

détermination des critères applicables à l'évaluation de la valeur foncière d'actifs miniers;

23. Ce faisant, l'honorable juge a commis une erreur déterminante en droit en s'écartant déraisonnablement des principes en vigueur et applicables par les autorités municipales aux fins d'évaluer la valeur des actifs immobiliers sujet à leur pouvoir de taxation;

24. L'Appelante entend démontrer que les critères applicables aux fins d'établir l'évaluation foncière de biens immobiliers excluent d'emblée (et se doivent d'exclure) les facteurs comportant un caractère conjoncturel et que, dans les circonstances, le juge n'a pas usé judiciairement de son pouvoir discrétionnaire en écartant la preuve soumise par l'Appelante;

III. Erreur quant aux inférences de faits retenues pour conclure à l'inexactitude du rôle d'évaluation foncière de la Ville de Fermont

25. Le juge de première instance a manifestement erré en concluant que l'existence de recours pendants devant le Tribunal administratif du Québec (le « **TAQ** ») constituait un motif à considérer pour conclure à l'inexactitude des différents rôles d'évaluation foncière de l'Appelante;

26. Cette erreur est déterminante, puisqu'en accordant une importance certaine au caractère contesté des rôles d'évaluation foncière des Actifs visés devant le TAQ, le juge a eu recours à une analyse non fondée en ce qu'il considère à tort des éléments aléatoires, n'ayant aucune valeur probante, pour tirer des inférences légales déterminantes au sort du débat, bien qu'aucune audience n'ait encore été tenue par le TAQ;

27. Ce faisant l'honorable juge de première instance n'a pas tiré les inférences légales appropriées, a usurpé en quelque sorte la compétence exclusive du TAQ en la matière en traitant de cette question et a contrevenu au principe voulant que les valeurs apparaissant dans un rôle d'évaluation sont présumées valides jusqu'à preuve du contraire;

Les critères de permission d'appel

23. Tel que le prévoient les articles 13 et 14 de la LACC et une jurisprudence constante de la Cour d'appel à cet effet¹, l'appel de ce type de jugement sera accordé sur permission conformément aux critères suivants, à savoir :

- a) *Whether the point on appeal is of significance to the practice;*
- b) *Whether the point raised is of significance to the action itself;*
- c) *Whether the appeal is prima facie meritorious, or, on the other hand, whether it is frivolous, and;*
- d) *Whether the appeal will unduly hinder the progress of the action.*

a) Les motifs d'appel sont importants pour la pratique en général

24. Les questions de droit soulevées par cet appel sont inédites, notamment en regard du fait qu'aucune autorité, ni jugement rendu à ce jour sous l'égide de la LACC ne traite d'une situation similaire par laquelle un créancier, de surcroît un créancier prioritaire, s'oppose à la valeur des actifs allouée par un tiers-acheteur suivant une transaction conclue pour un montant global, cette dite allocation étant subséquemment reprise et confirmée de manière intégrale dans la méthodologie d'allocation proposée par le Contrôleur pour justifier la distribution du produit de réalisation des actifs entre les différents créanciers;

25. En effet, cet appel soulève incidemment des questions de droit importantes relativement aux pouvoirs conférés aux tribunaux et au rôle que sont appelés à jouer les juges dans le redressement de situations constituant des iniquités manifestes pour certaines classes de créanciers en application de la LACC, notamment le respect des

¹ Voir notamment *Orford Express inc. c. Montréal, Maine & Atlantique Canada cie (Arrangement relatif à)*, 2014 QCCA 1084, au para. 2.

priorités accordées par la loi à certains créanciers qui représentent l'intérêt public, tels que les villes et les gouvernements;

26. Cet appel soulève également la question de savoir quels critères d'évaluation doivent être retenus par les tribunaux pour déterminer la raisonnable de la valeur allouée à des actifs sujets à des fluctuations conjoncturelles importantes, dans le cadre d'un plan d'arrangement régi par la LACC, tel qu'il est régulièrement le cas dans le domaine minier;

b) Les motifs d'appel sont importants pour le sort de l'action

27. À la lumière de la preuve soumise en première instance, le préjudice auquel s'expose l'Appelante advenant le maintien du Jugement de première instance est d'une importance majeure, tant pour les finances de la Ville de Fermont que pour le bien-être de sa population;

28. En effet, tel qu'il le fut démontré en première instance, la valeur de la créance de l'Appelante dépasse les 15 M\$ en taxes impayées et un manque à gagner d'environ 3,5 M\$ sur les sommes disponibles serait directement généré par l'allocation proposée par le Contrôleur, cette somme étant substantielle et inéquitable pour l'Appelante;

29. L'Appelante étant la seule créancière prioritaire détenant des droits sur les Actifs visés, il importe de rappeler que celle-ci représente l'intérêt de ses concitoyens qui ont financé, par le biais de leurs taxes, les services municipaux desservis à la mine et que toute cette communauté sera affectée si l'Appelante ne peut recouvrer sa créance sur les Actifs visés;

30. Compte tenu du fait que l'intérêt public devrait être considéré lorsque les tribunaux autorisent une mesure dans un plan d'arrangement en vertu de la LACC, et compte tenu des enjeux d'intérêt public que soulève cette question, l'Appelante soumet que les questions et motifs soulevés dans cet appel sont importants et déterminants, tant pour la masse des créanciers que pour l'intérêt des concitoyens qu'elle représente;

c) Les motifs d'appel possèdent *prima facie* une chance de succès

31. Au regard des précédents jurisprudentiels et de la doctrine pertinente concernant les critères à être retenus par les tribunaux dans l'évaluation d'actifs immobiliers, de surcroît sujets à des contextes de fluctuations conjoncturelles de l'industrie à laquelle ils sont accessoires, il appert manifestement que le juge de première instance n'a pas considéré ces éléments pour conclure que les rôles d'évaluation soumis en preuve par l'Appelante ne pouvaient être retenus à titre de référence fiable dans la détermination de la valeur relative des différents actifs immobiliers visés par les priorités de la Ville de Fermont;
32. Ce faisant, le caractère juste et équitable de l'allocation de la valeur des actifs immobiliers accordée par le juge s'en voit manifestement affecté, compte tenu du fait que l'on ne peut raisonnablement accorder à des bâtiments résidentiels, de surcroît « accessoires » à l'exploitation d'une mine, une valeur supérieure à l'entièreté du complexe minier pour lequel ceux-ci sont mis à profit;
33. Dans les régions éloignées, il est de connaissance judiciaire que la fermeture d'une mine peut incidemment mener à la fermeture de la ville qui la dessert et à la dévaluation du rôle foncier: par exemple, la ville de Gagnon et dans une certaine mesure celle de Murdochville;
34. Dans ce contexte, il est inconcevable que les résidences utilisées pour les mineurs puissent emporter une plus grande valeur que la mine en soi, compte tenu des investissements qu'elle comporte et sachant qu'elle pourrait éventuellement reprendre ses activités;
35. De plus, il importe de spécifier que même les Intimées et le Contrôleur ont appliqué, aux fins de justifier l'allocation de 4 M\$ sur les actifs résidentiels, le principe d'un prorata basé sur l'évaluation municipale (pièce OF-1);

d) L'appel n'entravera pas indûment l'avancement de l'action

36. L'Appelante soumet respectueusement que l'appel de cette décision n'entravera pas indûment l'avancement du plan d'arrangement puisque les valeurs aux rôles d'évaluation foncière des Actifs visée sont présentement contestées devant le TAQ et que, suivant l'audition et nonobstant la possibilité que la décision du TAQ soit elle-même portée en appel devant la Cour du Québec, le Contrôleur ne pourra libérer la somme finale due à l'Appelante tant que ces contestations ne seront pas définitivement tranchées, le montant devant être payé à l'Appelante influençant directement le versement des sommes dues aux autres créanciers;
37. De plus, l'appel n'empêchera pas le versement des sommes d'argent non-contestées et dues à titre de taxes foncières impayées, puisque les conclusions du Jugement prévoient aux paragraphes 61 et 62 le versement de ces sommes, nonobstant appel;
38. Enfin, il importe de mentionner que le processus de réclamation de l'ensemble de la masse des créanciers est toujours en cours et ne sera vraisemblablement pas terminé avant encore une période de temps importante puisque plus de 2000 réclamations étaient toujours en traitement ou en contestation en date du 21 juin 2017;
39. À la lumière de ce qui précède, l'Appelante soumet respectueusement que l'honorable juge de première instance a commis des erreurs déterminantes au point d'infirmer le Jugement de première instance et qu'il est dans l'intérêt de la justice que la Cour d'appel se saisisse de cette question;
40. La présente demande pour permission d'appeler est bien fondée en faits et en droit et les moyens énoncés au soutien des présentes sont d'un intérêt réel et significatif pour la Cour d'appel ainsi que pour l'intérêt public;

41. La partie Appelante demandera à la Cour d'appel de :

ACCUEILLIR l'appel;

INFIRMER le jugement de première instance rendu le 25 juillet 2017 par l'Honorable Stephen W. Hamilton J.C.S. de la Cour supérieure du district de Montréal dans le dossier portant le numéro 500-11-048114-157;

SUBSTITUER ses conclusions à celles de la Cour supérieure quant à la valeur raisonnable devant être allouée aux Actifs visés compte tenu de la preuve soumise en première instance ou subsidiairement, **RENDRE** toute autre ordonnance que le tribunal pourrait juger appropriée;

CONDAMNER la partie intimée aux frais de justice tant en première instance qu'en appel.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR D'APPEL:

ACCUEILLIR la présente *Demande pour permission d'appeler*;

AUTORISER la partie Appelante à introduire l'appel du jugement rendu le 25 juillet 2017 par l'Honorable Stephen W. Hamilton J.C.S. de la Cour supérieure du district de Montréal dans le dossier portant le numéro 500-11-048114-157;

LE TOUT, frais à suivre selon le sort de l'appel.

Montréal, le 1^{er} septembre 2017

Me Gabriel Serena-Bélisle

Me Denis Cloutier

Me François Bouchard

CAIN LAMARRE, s.e.n.c.r.l.

630, boul. René-Lévesque Ouest, bur. 2780

Montréal (Québec) H3B 1S6

Tél.: 514-393-4580 - Téléc.: 514-393-9590

Procureurs de l'Appelante

Notre référence : 10-15-1215

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je, soussigné, Me Gabriel Serena-Bélisle, avocat, exerçant ma profession au sein de l'étude Cain Lamarre, située au 630, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2780, Montréal, Québec, H3B 1S6, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis l'un des procureurs de la partie Appelante dans la présente cause;
2. J'atteste que les faits allégués dans la présente Demande pour permission d'appeler sont vrais.

et j'ai signé

ME GABRIEL SERENA-BÉLISLE

Affirmé solennellement devant moi
à Montréal
ce 1^{er} septembre 2017

Commissaire à l'assermentation
pour le Québec

AVIS DE PRÉSENTATION

Destinataire : **Me Bernard Boucher**
Blake, Cassels & Graydon LLP
1, Place Ville-Marie
Bureau 3000
Montréal (Québec) H3B 4N8
Avocats des INTIMÉES

Me Sylvain Rigaud
Norton Rose Fulbright LLP
1, Place Ville-Marie
Bureau 2500
Montréal (Québec) H3B 1R1
Avocats de la MISE EN CAUSE

PRENEZ AVIS que la Demande pour permission d'appeler d'un jugement rendu en matière de plan d'arrangement (articles 13 et 14 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* ainsi que les articles 30 al. 2 et 357 C.p.c.) présentée devant un juge de la Cour d'appel siégeant à l'Édifce Ernest-Cormier, situé au 100 rue Notre-Dame Est, à Montréal, le 13 septembre 2017, à 9h30, en salle RC-18.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 1^{er} septembre 2017

Me Gabriel Serena-Bélisle
CAIN LAMARRE, s.e.n.c.r.l.
630, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2780
Montréal (Québec) H3B 1S6
Téléphone : 514-393-4580
Télécopieur : 514-393-9590
Procureurs de l'APPELANTE
Notre référence : 10-15-1215

1. Jugement du 25 juillet 2017 rendu par l'Honorable Stephen W. Hamilton
J.C.S. – 500-11-048114-157

1950-1951
1952-1953
1954-1955
1956-1957
1958-1959
1960-1961
1962-1963
1964-1965
1966-1967
1968-1969
1970-1971
1972-1973
1974-1975
1976-1977
1978-1979
1980-1981
1982-1983
1984-1985
1986-1987
1988-1989
1990-1991
1992-1993
1994-1995
1996-1997
1998-1999
2000-2001
2002-2003
2004-2005
2006-2007
2008-2009
2010-2011
2012-2013
2014-2015
2016-2017
2018-2019
2020-2021
2022-2023
2024-2025

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

No: 500-11-048114-157

DATE: July 25, 2017

PRESIDED BY THE HONOURABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.S.C.

**IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE OR
ARRANGEMENT OF:**

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED
QUINTO MINING CORPORATION
8568391 CANADA LIMITED
CLIFFS QUÉBEC IRON MINING ULC
WABUSH IRON CO. LIMITED
WABUSH RESOURCES INC.**

Petitioners

And

**THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE
LIMITED PARTNERSHIP
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED
WABUSH MINES
ARNAUD RAILWAY COMPANY LIMITED
WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED**

Mises en cause

And

FTI CONSULTING CANADA INC.

Monitor

And

VILLE DE FERMONT

Objecting Party

JUDGMENT ON THE CCAA PARTIES' MOTION
FOR THE ISSUANCE OF AN ORDER APPROVING THE ALLOCATION
METHODOLOGY AND OTHER RELIEF (#516)
AND THE NOTICE OF OBJECTION OF VILLE DE FERMONT

INTRODUCTION

[1] The Court is asked to approve an allocation methodology developed by the Monitor to allocate the proceeds of realization from asset sale transactions and the costs of the CCAA proceedings on a principled basis among the CCAA Parties and, where necessary, among their assets. The Court is also asked to authorize the repayment of some post-filing inter-company indebtedness and the payment of undisputed outstanding property taxes.

[2] One secured creditor opposes the allocation methodology because it argues that the methodology produces an inequitable result when it is applied to the proceeds of sale of certain assets over which the secured creditor claims priority.

CONTEXT

[3] The CCAA Parties initiated proceedings under the *Companies' Creditors Arrangement Act*¹ on January 27, 2015 for the Bloom Lake Parties and May 20, 2015 for the Wabush Mines Parties.

[4] Since those dates, the CCAA Parties entered into sixteen asset sale transactions in which they sold substantially all of their assets.

[5] With respect to each asset sale transaction, the Court issued an Approval and Vesting Order which generally provided, *inter alia*, the following provisions:

- The assets vested in the purchaser free and clear of any security;
- The security attached to the net proceeds from the sale; and
- The net proceeds were held by the Monitor on behalf of the creditors, pending further order of the Court.

[6] As of June 16, 2017, the total amount held by the Monitor from the asset sales and from other sources was \$157,989,000.² With the sale of the Wabush Mine, that amount now exceeds \$160 million.

¹ R.S.C. 1985, c. C-36 (« CCAA »).

[7] The Monitor developed the Proposed Allocation Methodology to allocate the proceeds of realization and the costs on a principled basis. The Monitor summarizes his methodology as follows:

- (a) Realizations from transactions would be allocated amongst specific assets and specific CCAA Parties as set out in each transaction agreement, which, in each case, are the allocations proposed by an arm's length purchaser;
- (b) Non-transaction related realizations specifically attributable to a CCAA Party would be allocated to that CCAA Party. For example cash on hand at the commencement of the CCAA Proceedings and collection of accounts receivable;
- (c) Non-transaction related realizations not specifically attributable to a CCAA Party would be allocated pro-rata based on total realizations. For example, interest on funds held by the Monitor;
- (d) Costs specifically attributable to an asset or asset category would be applied to that asset or category. For example, railcar storage fees would be applied against railcar proceeds;
- (e) Costs specifically attributable to a CCAA Party would be allocated to that CCAA Party. For example, Bloom Lake mine and Wabush Mine direct operating costs would be allocated to BLLP and to Wabush Mine JV respectively;
- (f) Costs not specifically attributable to a CCAA Party would be allocated pro-rata based on net realizations after specifically attributable costs. For example, costs of management and legal and professional costs. Within this category, legal and professional fees billed on the Bloom Lake accounts will be allocated amongst the Bloom Lake CCAA Parties, legal and professional fees billed on the Wabush accounts will be allocated amongst the Wabush CCAA Parties and legal and professional fees billed on the joint Bloom/Wabush accounts will be allocated amongst all of the CCAA Parties; and
- (g) As the Wabush Mines joint venture is not a legal entity, it does not have assets and liabilities in its own right. Accordingly any realizations and costs notionally allocated to Wabush Mines in the foregoing steps would be allocated to the joint venturers, WICL and WRI, based on their respective joint venture interests.³

² Thirty-Eighth Report to the Court Submitted by FTI Consulting Canada Inc., in its Capacity as Monitor, dated June 21, 2017, par. 12.

³ Thirty-Sixth Report to the Court Submitted by FTI Consulting Canada Inc., in its Capacity as Monitor, dated May 26, 2017, par. 36.

[8] The CCAA Parties asked the Court to approve the Proposed Allocation Methodology and to authorize the repayment of some post-filing inter-company indebtedness and the payment of undisputed outstanding property taxes.

[9] A number of creditors objected, principally on the basis that they did not have sufficient information or time to take a position. Concerns were also raised as to whether the Proposed Allocation Methodology and the proposed payments were prejudicial to the potential deemed trusts relating to Pension claims.⁴

[10] The hearing originally scheduled for May 31, 2017 was postponed to June 26, 2017. During that period, the concerns raised by the creditors other than Ville de Fermont were resolved and their objections were withdrawn.

[11] Ville de Fermont maintained its objection and refined its position. It no longer objects to the Proposed Allocation Methodology generally, but it argues that the Proposed Allocation Methodology produces an inequitable result when it is applied to the proceeds of the sale of the Bloom Lake mine and related assets to Québec Iron Ore Inc. and that it should be varied in that instance. It does not contest the repayment of the post-filing inter-company indebtedness and the payment of undisputed outstanding property taxes but argues that the payment that it receives should be greater.

ANALYSIS

1. Proposed Allocation Methodology generally

[12] The Proposed Allocation Methodology is intended to allocate all realizations and costs among the various CCAA Parties and, to the extent necessary, among various assets or asset categories.

[13] The Monitor has developed the Proposed Allocation Methodology on a principled basis, without reference to the result for any specific creditor. In other words, the Monitor developed rules that would be applied in the same way to each realization and cost as opposed to allocating each realization and cost on a case-by-case basis.

[14] Allocating realizations and costs on a case-by-case basis would inevitably lead to disputes as different creditors are treated differently. The better approach is to develop a methodology applicable to all situations.

[15] However, it is important to recognize that a general methodology may not work in all circumstances and that the parties have the right to challenge the general methodology if it produces an inequitable result in particular circumstances.

⁴ Notices of Objection were filed by the Superintendent of Financial Institutions, the Union, Ville de Fermont, the Representative Employees, the Replacement Plan Administrator and the Superintendent of Pensions for Newfoundland and Labrador.

[16] The Court will review the Proposed Allocation Methodology in a general way in this section, and will review the particular application to the Bloom Lake mine proceeds in a separate section. The Court has the power to intervene, whether at the general level or in a specific matter, to ensure that the creditors are treated equitably.⁵

[17] To the extent that it is necessary to allocate the proceeds of a single transaction among different CCAA Parties (in the event of multiple vendors) or different assets or categories of assets (in the event that there are multiple assets or categories of assets and different secured creditors with claims against different assets or categories of assets), the Proposed Allocation Methodology uses as a starting point the contractual allocation of the purchase price among the vendors and among the assets.

[18] The contractual allocation of the purchase price is a reasonable starting point, on the assumption that it is an allocation done by an arm's length third party who has no interest in the allocation of the proceeds.

[19] However, the contractual allocation will not be given the same weight if the creditor can demonstrate that (1) that the purchaser is not at arm's length, (2) that the purchaser has an interest in the allocation of the proceeds, either because it or a related party is a creditor or because it made a deal with a creditor, or (3) that the CCAA Parties negotiated the allocation.

[20] In the present matter, the Monitor testified that the purchasers were typically asked to provide allocations and that the vendors accepted the allocations without negotiation. In those circumstances, we can assume that the purchaser's allocation of the purchase price reflects the purchaser's assessment of the relative value of the assets purchased.

[21] However, even if the purchaser is an arm's length third party with no interest in the allocation of the proceeds, it will nevertheless be open to a creditor to demonstrate that a particular contractual allocation is not reasonable.

[22] Typically, there will be two ways to demonstrate that the purchaser's contractual allocation of the price is not reasonable (1) the purchaser had a reason to allocate the purchase price in a way that does not reflect its assessment of the relative value of the assets, or (2) the purchaser's assessment of the relative value of the assets is clearly wrong.

[23] The burden will be on the creditor challenging the contractual allocation. It will generally not be sufficient to simply say that the purchaser's allocation was tax-driven in the sense that the purchaser may want to allocate more or less of the purchase price to certain assets or categories of assets because of the tax treatment of certain categories of assets, first because there are always tax considerations and second because, even

⁵ *Métaux Kitco inc. (Arrangement relatif à)*, 2016 QCCS 444, par. 48.

then, the allocation must be reasonable in order to withstand scrutiny by the taxation authorities.

[24] To establish that the purchaser's assessment of the relative value of the assets is clearly wrong, the creditor will have to demonstrate a significant departure from the relative value of the assets.

[25] For the non-transaction related realizations, the Methodology divides them into those specifically attributable to a CCAA Party (such as cash on hand at the commencement of the proceedings and accounts receivable collected), and those which are not (such as interest). Those which are specifically attributable to a CCAA Party are attributed to that party, and those which are not specifically attributable to a CCAA Party are allocated pro rata to the realizations. That seems reasonable.

[26] For costs, the approach is similar:

- Costs specifically attributable to an asset or asset category (e.g. storage fees) are applied to that asset or category;
- Costs specifically attributable to a CCAA Party (e.g. mine operating costs) are allocated to that CCAA Party; and
- Costs not specifically attributable to a CCAA Party (e.g. management and legal and professional fees) are allocated pro rata based on net realizations.

[27] The Monitor represented that the Proposed Allocation Methodology is consistent with the allocation methodology approved in the Timminco Limited and Bécancour Silicon Inc. CCAA proceedings.⁶

[28] For all of the foregoing reasons, the Court will approve the Proposed Allocation Methodology, subject to the objection by Ville de Fermont.

2. Proposed repayment and payments

[29] The CCAA Parties also ask the Court to authorize the repayment of certain inter-company funding and the payment of uncontested property taxes due.

[30] These conclusions are not contested by any creditor, except that Ville de Fermont suggests that more of its claim should be paid.

[31] The proposed repayment to Bloom Lake LP by CQIM relates to advances in the amount of approximately \$4.1 million made by Bloom Lake LP to CQIM pursuant to the Bloom Lake Initial Order. The Court is satisfied that the Monitor holds sufficient funds to

⁶ Ontario Court File No.: CV-12-9539-00CL

repay those amounts and that it is appropriate to repay those amounts now to avoid further interest charges.

[32] The partial payment of property taxes relates to amounts that (1) are not contested,⁷ (2) have priority, and (3) are not subject to any prior security including the potential deemed trusts relating to Pension claims.

[33] The Monitor explains that he will not know how much is payable until the Proposed Allocation Methodology is approved and the billing information is updated. He anticipates that there will be amounts payable by Bloom Lake LLP to Ville de Fermont and by CQIM to Ville de Sept-Îles.

[34] Given the preconditions to any such payment and given that the payment will be in the interest of the estate because interest will stop running, the Court will authorize the payments.

[35] It is in the interest of the estate that these amounts be paid or repaid notwithstanding any appeal. The Court will order provisional execution of this portion of its judgment.

3. Allocation of the Bloom Lake mine sale proceeds

[36] The Bloom Lake CCAA Parties sold the Bloom Lake mine and related assets to Québec Iron Ore Inc. on December 11, 2015. The Court issued an Approval and Vesting Order on January 27, 2016, and the transaction closed on April 11, 2016.

[37] The cash portion of the purchase price was \$10.5 million. The purchaser also assumed certain liabilities. The Asset Purchase Agreement included at Schedule R an allocation of the cash portion of the purchase price as between the various sellers. At the request of the Monitor, the purchaser provided a more detailed allocation of the cash portion of the purchase price among the various assets or categories of assets.⁸ The Monitor testified that the contractual allocation was accepted by the CCAA Parties without negotiation.

[38] Ville de Fermont did not contest the sale and it does not now contest the purchase price. Its contestation is limited to the contractual allocation as between three categories of assets in the total amount of \$6.9 million.⁹

⁷ There are substantial unpaid municipal taxes owed to Ville de Fermont, but, as described below, the municipal evaluations are challenged. As a result, the undisputed amount is only \$3.4 million (see 36th Report, par. 45).

⁸ Exhibit OF-1.

⁹ *Ibid.*

Bloom Lake mine fixed assets (buildings and constructions on the site pertaining to the Mining Rights)	\$1,500,000
Bloom Lake Mining Lease and Real Property Leases	\$1,400,000
Bloom Lake Real Property Fermont housing	\$4,000,000
TOTAL	\$6,900,000

[39] The first two categories of assets, to which the purchaser allocated \$2,900,000, represent the mine. The third category, Fermont housing, includes a property referred to as the "hotel" and 28 residences Fermont, divided as follows:¹⁰

"Hotel"	\$2,909,489.77
28 residences (values varying between \$15,718.95 and \$56,168.43)	\$1,090,510.23
TOTAL	\$4,000,000

[40] The purchaser allocated the \$4,000,000 among the residential properties pro rata to their municipal evaluations: the portion of the purchase price allocated to each residential property is equal to 15.8% of the municipal evaluation of that property.¹¹

[41] Ville de Fermont argues that the contractual allocation of the \$6.9 million between the mine and the residential properties is unreasonable and that the purchaser undervalued the mine. It argues that the Court should substitute an allocation of the \$6.9 million which is proportional to the municipal evaluations of the properties:¹²

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Ibid.*

¹² Exhibit OF-2.

	Municipal evaluations	Allocation of price
Mine buildings	\$314,710,000 ¹³	\$6,324,370
Mine immoveable	\$3,299,000 ¹⁴	\$66,296
"Hotel"	\$18,435,400 ¹⁵	\$509,334
28 Residences	\$6,909,800	
TOTAL	\$343,354,200	\$6,900,000

[42] The Monitor argued that it was reasonable for the purchaser to place relatively little value on the mine and more value on the residential properties, because the mine is more of a liability than an asset in that it is not operational and has costs of \$1.5 million per month and significant environmental obligations. In any event, the Monitor argues that all parties agree that the residential properties are worth more than \$4 million such that allocating \$4 million to the residential properties cannot be unreasonable.

[43] The two positions lead to very different results. The taxes owing to Ville de Fermont on the mine are in the range of \$16-18 million and the taxes owing on the residential properties are only \$500,000-600,000. As a result, using the contractual allocation, Ville de Fermont receives \$2.9 million from the mine and \$500,000-600,000 from the residential properties, for a total of \$3.4-3.5 million. Using Ville de Fermont's proposed allocation, it receives the full \$6.9 million. In other words, Ville de Fermont receives an additional \$3.4-3.5 million on its proposed allocation.

[44] As mentioned above, the purchaser was asked to provide the contractual allocation and it was accepted by the CCAA Parties without negotiation. There is no suggestion that the purchaser is not at arm's length or that the purchaser has any interest in the allocation of the proceeds. As a result, the Court will presume that the contractual allocation is reasonable and the burden is on Ville de Fermont to prove that it is not.

¹³ Exhibit OF-3.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Exhibit OF-4.

[45] Ville de Fermont first suggests that the purchaser had an interest in skewing the contractual allocation to give less value to the mine and more value to the residential properties. It suggests that the purchaser was motivated by tax considerations – it would improve its position in a subsequent sale. However, there was no proof of this interest. Moreover, if, as the CCAA Parties suggest, the purchaser's assessment was that the houses were more likely to be sold and it was trying to reduce the capital gain on a subsequent sale of the houses, that would suggest that allocating more value to the houses was reasonable.

[46] Ville de Fermont also suggests that the contractual allocation may be intended to help the purchaser with its challenge of the municipal evaluation of the mine. Again there is no proof of any such intent. Further, whether the purchaser allocates \$2.9 million or \$6.3 million of the purchase price to the mine will not likely make much difference when it is attempting to reduce the municipal evaluation from \$318,009,000 to \$50,000,000.

[47] The principal argument put forward by Ville de Fermont is that the allocation should be proportional to the municipal evaluations.¹⁶

[48] It is clear that the municipal evaluation of the mine bears little relationship with its current value. The municipal evaluation of the mine is \$318,009,000. Ville de Fermont defended the municipal evaluation, arguing that it represented only 15% of the total amount invested of \$2 billion. However, the amount invested is not necessarily the same as value. The mine, together with the residential properties, sold for a total of \$6.9 million after a sale process. That must be taken to be the current market value of the properties. The purchaser allocated \$2.9 million of the price to the mine and Ville de Fermont argues that it should be \$6.3 million. Whether the mine is worth 1% of its municipal evaluation or 2%, it is clear that the municipal evaluation does not reflect the value of the mine.

[49] Further, the municipal evaluation of the mine is contested. The CCAA Parties seek to reduce the municipal evaluation of the mine properties from a total of \$318,009,000 to \$105,000,000 for 2013-14-15 and to \$50,000,000 for 2016-17-18. That challenge is being continued by the purchaser. The CCAA Parties also seek a reduction of the municipal evaluation of the hotel from \$12,786,600 to \$6,393,000 in 2013-14-15, and the purchaser seeks a reduction from \$18,435,400 to \$2,500,000 in 2016-17-18.¹⁷ The CCAA Parties and the purchaser do not seek any reduction for the houses.

¹⁶ The *Skeena* case cited by Ville de Fermont does not support its position. In that case, the City of Prince Rupert, as secured creditor for unpaid property taxes, objected to the allocation of costs to the unsold property based on its appraised value, because the appraisal (which was substantially lower than the municipal evaluation) overstated the value of the property (*New Skeena Forest Products Inc. v. Kitwanga Lumber Co.*, 2005 BCCA 192, par. 250).

¹⁷ Exhibit OF-8.

[50] The CCAA Parties put forward arguments as to why they contest the municipal evaluation of the mine: the evaluation was established in 2011 and was not adjusted since then to take into account changes in the price of iron ore; and the evaluation was increased by \$140 million because of Phase II, which was never completed. Moreover, as set out above, the mine is not operational, and has costs of \$1.5 million per month and significant environmental liabilities.

[51] The Court can only conclude that the municipal evaluation of the mine is not a reliable indication of its value.

[52] In any event, Ville de Fermont does not argue that the mine is worth \$318 million. In arguing for a pro rata allocation, Ville de Fermont is arguing instead for the notion of relative evaluations: if the mine is worth only 2% of its municipal evaluation, then the residential properties should be worth only 2% of their municipal evaluations.

[53] This argument carries more weight when the properties are more similar. In fact, in its contractual allocation, the purchaser applied the notion of proportionality to the residential properties: they were each allocated 15.8% of their municipal evaluations.

[54] However, in principle, the factors that determine the value of a mine (quantity of remaining iron ore, price of iron ore, operating costs) are very different from the factors that determine the value of a house (characteristics of the house and the local housing market). The value of one need not track the other.

[55] Ville de Fermont argued that the local housing market was closely tied to the mine: if the mine reopens, the residential properties have value, but if the mine does not reopen, the residential properties are worth nothing since there is no demand for them. As a result, Ville de Fermont argues that either both the mine and the residential properties have value or neither has value. In either event, Ville de Fermont argues that the residential properties cannot be worth more than the mine.

[56] This led to a debate between the two witnesses as to the potential market for the residential properties if the mine does not reopen. The Monitor testified that the residential properties have value even if the mine stays shut, because the Fire Lake North project is only 40 kilometres away and the government has announced that the road link to Fermont is being improved. The evaluator for Ville de Fermont testified that the Fire Lake North project will not create a demand for housing in Fermont: it is 90 kilometres away on a bad road, there are already 140 housing units in Fire Lake, and Arcelor purchased the Mont Wright camp which has additional residential units.

[57] This proof is inconclusive. In the absence of better proof, Ville de Fermont has not satisfied its burden of showing that the contractual allocation is unreasonable. As a result, the objection of Ville de Fermont will be dismissed, and the Proposed Allocation Methodology will be approved without any modification.

FOR THESE REASONS, THE COURT:

[58] **GRANTS** the CCAA Parties' Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology and Other Relief (#516).

[59] **APPROVES** the following allocation methodology, including the purchase price allocations in the purchase and sale transactions approved by the Court:

- (a) Realizations from transactions would be allocated amongst specific assets and specific CCAA Parties as set out in each transaction agreement, which, in each case, are the allocations proposed by an arm's length purchaser;
- (b) Non-transaction related realizations specifically attributable to a CCAA Party would be allocated to that CCAA Party. For example cash on hand at the commencement of the CCAA Proceedings and collection of accounts receivable;
- (c) Non-transaction related realizations not specifically attributable to a CCAA Party would be allocated pro-rata based on total realizations. For example, interest on funds held by the Monitor;
- (d) Costs specifically attributable to an asset or asset category would be applied to that asset or category. For example, railcar storage fees would be applied against railcar proceeds;
- (e) Costs specifically attributable to a CCAA Party would be allocated to that CCAA Party. For example, Bloom Lake mine and Wabush Mine direct operating costs would be allocated to BLLP and to Wabush Mine JV respectively;
- (f) Costs not specifically attributable to a CCAA Party would be allocated pro-rata based on net realizations after specifically attributable costs. For example, costs of management and legal and professional costs. Within this category, legal and professional fees billed on the Bloom Lake accounts will be allocated amongst the Bloom Lake CCAA Parties, legal and professional fees billed on the Wabush accounts will be allocated amongst the Wabush CCAA Parties and legal and professional fees billed on the joint Bloom/Wabush accounts will be allocated amongst all of the CCAA Parties; and
- (g) As the Wabush Mines joint venture is not a legal entity, it does not have assets and liabilities in its own right. Accordingly any realizations and costs notionally allocated to Wabush Mines in the foregoing steps would be

allocated to the joint venturers, WICL and WRI, based on their respective joint venture interests.

[60] **PERMITS** the repayment of approximately \$4.1 million advanced by Bloom Lake LP to CQIM since the start of the CCAA Proceeding.

[61] **PERMITS** the payment on account of outstanding property taxes owed by the CCAA Parties for any portion of the outstanding property taxes that are not in dispute or otherwise contested, provided that:

- (a) there exists no competing claim which may rank equal or higher to the outstanding property taxes pursuant to a security or priority (including the Pension Claims at stake in the Monitor's Motion for Directions with respect to Pension Claims); and
- (b) the proceeds of sale available further to the application of the allocation methodology are sufficient to do so.

[62] **ORDERS** the provisional execution of conclusions 60 and 61 of this Judgment, notwithstanding any appeal and without the necessity of furnishing any security.

[63] **WITHOUT COSTS.**

Stephen W. Hamilton, J.S.C.

Mtre Bernard Boucher
BLAKE, CASSELS & GRAYDON
For the Petitioners

Mtre Roger P. Simard
DENTONS
For Cliffs Quebec Iron Mining ULC

Mtre Sylvain Rigaud
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA
For the Monitor

Mtre Gabriel Serena
Mtre Denis Cloutier
Mtre Jean-François Delisle
CAIN LAMARRE
For Ville de Fermont

Mtre Richard Laflamme
STEIN MONAST
For Ville de Sept-Îles

Mtre Daniel Boudreault
PHILION LEBLANC BEAUDRY AVOCATS
For Syndicat des métallos, sections locales 6254 et 6285

Mtre Edward Béchar-Torres
IRVING MITCHELLE KALICHMAN
For Her Majesty in Right of Newfoundland and Labrador, as represented by the
Superintendent of pensions

Date of hearing: June 26, 2017

2. Procès-verbal audience du 26 juin 2017

CANADA		PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE		COUR SUPÉRIEURE
PROVINCE DE QUÉBEC		Chambre commerciale		
DISTRICT DE MONTRÉAL		Cause continuée du mai 2017		
No :		Référéé de	Salle prévue	Date 26 juin 2017
500-11-048114-157			15.12	
L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S.				JH5431

Petitioners BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED QUINTO MINING CORPORATION 8568391 CANADA LIMITED CLIFFS QUEBEC IRON MINING ULC	Attorney(s) BLAKE CASSELS & GRAYDON S R L M ^e Bernard BOUCHER (P) Me Sébastien GUY M ^e Steven WEISZ (P) Me Adam SPIRO Me Caroline DION M ^e Ilia KRAVTSOV (P) DENTONS M ^e Roger P. SIMARD (P)
Mises-en-cause THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED PARTNERSHIP ET AL. INDEPENDENT COUNSEL FOR THE BOARD OF DIRECTORS OF PETITIONERS	Attorney(s) BLAKE CASSELS & GRAYDON S R L M ^e Bernard BOUCHER (P) Me Sébastien GUY M ^e Steven WEISZ (P) Me Caroline DION M ^e Ilia KRAVTSOV (P) LAX O'SULLIVAN SCOTT LISUS LLP Me Andrew WINTON Me Matthew GOTTLIEB
Monitor FTI CONSULTING CANADA INC.	Attorney(s) NORTON ROSE FULLBRIGHT LLP M ^e Sylvain RIGAUD (P) Me Aral MOJTAHELIV (P)
Creditors I BANQUE SCOTIA QUEBEC NORTH SHORE AND LABRADOR RAILWAY COMPANY INC. AIR INUIT LTD. METSO SHARED SERVICES LTD. IRON ORE COMPANY OF CANADA WORLDLINK RESOURCES LIMITED REGIONS COMMERCIAL EQUIPMENT FINANCE LLC MFC INDUSTRIAL LTD BEUMER CORPORATION DEXTER QUEBEC INC. ADMINISTRATION PORTUAIRE DE SEPT-ILES	Attorneys KUGLER KANDESTIN Me KANDESTIN LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS Me Gerry APOSTOLATOS Me Dimitri MANIATIS Me Daniel BAUM Me Guy TURNER BCF S.E.N.C.R.L. Me Bertrand GIROUX Me John SIWIEC Me Pierre-Marc LEMIRE M ^e Gary RIVARD (P) FASKEN MARTINEAU Me Brandon FARBER Me Luc MORIN

GROUPE UNNU-EBC S.E.N.C.
EBC INC

CONSTRUCTION L.F.G. INC.
GERALD LEBLOND INC.

CITY OF FERMONT

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

CITY OF SEPT-ILES

WESCO DISTRIBUTION CANADA LTD
TYCO INTERNATIONAL DU CANADA
SIMPLEXGRINNELL

SHETUSH-ONDEL INC.
AIA AUTOMATION INC.
ÉTUDE JACQUES BLANCHARD
JACQUES BLANCHARD ARPENTEUR-GÉOMÈTRE INC.
3887952 CANADA INC.

DYNAMITAGE CASTONGUAY LTÉE

THE CSL GROUP INC.

EABAMETSONG FIRST NATION
GINOOGAMING FIRST NATION
CONSTANCE LAKE FIRST NATION
LONG LAKE #58 FIRST NATION

NORONT RESOURCES LTD
9201955 CANADA INC.

CANADAIN DEVELOPMENT AND MARKETING
CORPORATION
8901341 CANADA INC

SUPERINTENDENT OF PENSIONS –
NEWFOUNDLAND

ATTORNEY GENERAL OF CANADA

FOR THE RETIREES/REPRESENTATIVES
NON-UNION LOW RED SALARIED

BORDEN LADNER GERVAIS
Me François GAGNON

BSL INC.

CAIN LAMARE
M^e Gabriel SERENA (P)
M^e Denis CLOUTIER (P)
M^e Jean-François DELISLE (P)

Me Marie Claude FALANDEAU

STEIN MONAST
M^e Richard Laflamme (P)
DUNTON RAINVILLE
Me Thomas CLICHE

BESNIER DION RONDEAU
Me

HACKETT CAMPBELL & AL
Me

DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG
Me

MILLER THOMSON
Me Stéphane HÉBERT

LAVERY, DE BILLY
Me Jean-Yves SIMARD

BENNETT JONES LLP
Me Sean SMYTHE
OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
Me Sandra ABITAN
Me Éric PRÉFONTAINE
Me Julien MORISSETTE

IRVING MITCHELLE KALICHMAN
M^e Edward BÉCHARD-TURRES (P)

DEPARTMENT OF JUSTICE – CANADA
Me Pierre LECAVALIER

KOSKIE MIWSKY
M Andrew HATNAY (P a.m.) par appel conférence

(Suite) Procès-verbal du 26 juin 2017
500-11-048114-157

Interrogatoire de M^e Bernard Boucher

10:35 Gestion – Argumentations de M^e Duchesne et de M^e Boucher

Notice of objection by ALDERON IRON ORE CORP. and the KAMI MINE limited partnership to petitioner's motion for the issuance of an approval and vesting order for the sale of certain assets and an assignment order with respect to the assignment of certain contracts

10:38 Argumentations de M^e Ilia Kravtsov qui dépose son cahier des autorités

10:50 Argumentations de M^e Rigaud

10:54 Argumentations de M^e Duchesne

11:01 Commentaire du Tribunal

11:04 Questions du Tribunal et commentaires

Échanges entre le Tribunal et M^e Duchesne

11:11 Argumentation de M^e Rivard

11:16 Réponse de M^e Boucher

11:21 SUSPENSION de l'audience

11:46 REPRISE de l'audience

Judgment on the notice of objection

Pour les motifs énoncés verbalement et enregistrés mécaniquement, le TRIBUNAL:

DISMISSES the notice of objection by ALDERON IRON ORE CORP. and the KAMI MINE limited partnership to petitioner's motion for the issuance of an approval and vesting order for the sale of certain assets and an assignment order with respect to the assignment of certain contracts

11: 50 Témoin: monsieur Nigel MeaKin - FTI Consulting Canada Inc., sous le même serment.

Contre-interrogatoire de M^e Rivard

12:07 Fin du contre-interrogatoire

Plus de question de part et d'autre

Argumentation de M^e Boucher

12:16 Référence à la pièce R-3

12:28 **Argumentation de M^e Rigaud** (pour)

Référence à la pièce A

Référence au rapport daté du 26 avril 2017

12:32 **Argumentation de M^e Martel** (pour)

12:33 **Argumentation de M^e Boudreault** (pour)

12:34 **Argumentation de M^e Edward Béchard-Turres** (pour)

12:35 **Argumentation de M^e Hatnay** (appel conférence) (pour)

Page _____ de _____

12:38 **Argumentation de M^o Rivard** (contre)

(Suite) Procès-verbal du 26 juin 2017
500-11-048114-157

M^o Rivard produit: MFC-01: lettre datée du 20 juin 2017

Objection de M^o Rigaud, re: la pièce ne peut être produite lors de l'argumentation

12:39 **Le Tribunal prend l'objection de M^o Rigaud SOUS RÉSERVE**

12:51 Questions du Tribunal – Échanges avec M^o Rivard

12:55 **Réponse de M^o Boucher**

Référence à deux lettres adressées à M^o Rafar datées du 22 et 23 juin 2017

13:01 **Réplique de M^o Rivard**

13:02 **Intervention de M^o Rigaud**

13:45 SUSPENSION de l'audience

14:23 REPRISE de l'audience

Ré identification de la cause et des avocats

Représentations de M^o Duchesne à l'effet de retirer la: MOTION FOR AN ORDER ENJOINING THE RESPONDENTS TO REQUEST AND OBTAIN COPIES OF REPORTS FROM THE GOVERNMENT OF NEWFOUNLAND AND LABRADORE.

Aucune objection, et permission du Tribunal est accordée.

14:25 Représentations de M^o Boucher.

M^o Boucher produit: MFC-01 en liasse: correspondance électronique entre M^o Boucher et Monsieur Talaifar des 22, 23 et 25 juin 2017.

14:27

Judgment

Pour les motifs énoncés verbalement et enregistrés mécaniquement, le TRIBUNAL:

SIGNE séance tenante: THE APPROVAL AND VESTING ORDER (voir l'ordonnance jointe au présent procès-verbal) et

SIGNE séance tenante: STAY EXTENSION ORDER (voir l'ordonnance jointe au présent procès-verbal)

14:35 Représentations de M^o Rivard

14:37 Représentations de M^o Boucher

14:39 **#516 MOTION FOR THE ISSUANCE OF AN ORDER APPROVING THE ALLOCATION METHODOLOGY AND OTHER RELIEF**

Argumentations de M^o Boucher

14 :42 Questions du Tribunal

14 :43 **Le TRIBUNAL SIGNE séance tenante : ASSIGNMENT ORDER** (voir l'ordonnance jointe au présent procès-verbal)

(Suite) Procès-verbal du 26 juin 2017
500-11-048114-157

Argumentation de M^e Rigaud

Témoin (Anglais): Nigel Meakin – FTI Consulting Canada Inc.
79 Wellington St. West, Toronto ON
(Assermenté)

Interrogatoire de M^e Rigaud

- 14:56 Questions du Tribunal
- 15:06 Commentaire du Tribunal
- 15:08 Plus de question de part et d'autre pour ce témoin
- 15:08 **Argumentation de M^e Serena**
- 15:12 Intervention de M^e Delisle
- Intervention de M^e Rigaud
- 15:15 M^e Cloutier produit: **OF-1**: Proposed allocation pursuant to section 3-3 of the APA (detailing the allocation of schedule R)
- 15:10 Témoin (Français): Richard Chabot
490 rue David, Québec QC
(Assermenté)
- 15:19 M^e Serena produit: **OF-2**: Allocations proposées par la Ville de Fermont.
- 15:22 M^e Serena produit: **OF-3**: Rôle d'évaluation foncière de la Ville de Fermont pour les années 2016-2018
- 15:25 M^e Serena produit: **OF-4**: Rôle d'évaluation foncière de la Ville de Fermont pour les années 2016-2018 (strictement maison de chambres et pension)
- 15:35 M^e Serena produit: **OF-5**: Sommaire du rôle de l'évaluation foncière (2016-2017-2018)
- 15:44 M^e Serena produit: **OF-6**: Règlement municipal # 425
- 15:45 Contre-interrogatoire de M^e Rigaud
- 15:58 Plus de question pour ce témoin
- Intervention de M^e Serena
- 15:59 Contre-interrogatoire de M^e Boucher
- M^e Boucher produit **CCA-1**: Profil financier 2016 de la Ville de Fermont.
- 16:11 Ré-interrogation de Me Cloutier
- M^e Serena produit: **OF-7**: Carte aérienne des installations minières

16:12 Questions du Tribunal au témoin.

Référence aux pièces OF-3 et OF-4

16:13 Intervention de M^e Rigaud

16:14 (Suite) Questions du Tribunal au témoin

(Suite) Procès-verbal du 26 juin 2017

500-11-048114-157

Me Serena produit: OF-8: résumé des contestations des valeurs au rôle

16:19 Contre- interrogatoire de M^e Boucher

Référence aux pièces OF-2 et OF-4

Plus de question de part et d'autre pour ce témoin.

16:22 SUSPENSION de l'audience

16:36 REPRISE de l'audience

Plaidoiries

Argumentation de M^e Boucher

16:38 Argumentation de M^e Rigaud

16:48 Argumentation de M^e Serena

16:52 Référence à la pièce CCA-1

16:54 Référence aux autorités

17:05 Commentaire du Tribunal

17:07 Intervention de M^e Jean-François Delisle

17:08 Questions du Tribunal

Échanges entre le Tribunal et M^e Delisle

17:09 (Suite) Argumentation de M^e Boucher – Référence à la pièce OF-217:

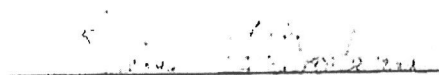
17:13 Échanges avec le Tribunal

17:15 (Suite) Argumentation de M^e Rigaud

17:16 Question du Tribunal à M^e Serena – Échanges

La cause est mise en délibéré à compter de ce jour.

17:18 FIN de l'audience


Lucie Thibodeau, g.a.c.s.


L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S.

3. Avis de jugement du 4 août 2017

CAIN LAMARRE & AL

190 EST RACINE BUR 300
CHICOUTIMI QC
G7H 1R9

VILLE DE FERMONT

100 PL. DAVIAULT #2010
FERMONT QC
G0G 1J0

Cour supérieure

Montréal

Date: le 4 août 2017

Objet: Le dossier 500-11-048114-157

BLOOM LAKE GENERAL PARTNE c.
R LIMITED et al

AVIS DE JUGEMENT
(art. 108 et 335 C.p.c)

Par les présentes le greffier de la cour vous avise que :

1. Jugement est rendu dans le présent dossier. Vos avocats en sont déjà avisés.

Art. 335

Dès l'inscription du jugement, autre que celui rendu à l'audience en présence des parties, un avis est notifié à celles-ci et à leur avocat.
(...)

Le greffier peut, sur demande et contre paiement des frais, délivrer des copies certifiées conformes du jugement.

2. Si le jugement rendu a mis fin à l'instance, vous avez un an pour récupérer les documents déposés au dossier.

Art. 108(...)

Les parties doivent, une fois l'instance terminée, reprendre possession des pièces qu'elles ont produites; à défaut, le greffier, un an après la date du jugement passé en force de chose jugée ou de l'acte qui met fin à l'instance, peut les détruire.

(...)

Toutefois, dans les matières susceptibles de révision ou de réévaluation ainsi que, dans les affaires non contentieuses, les avis, les procès-verbaux, les inventaires, les preuves médicales et psychosociales, les déclarations et les documents rendus exécutoires par le prononcé d'un jugement, y compris le cas échéant le formulaire de fixation des pensions alimentaires pour enfant qui est joint, ne doivent être ni retirés ni détruits.

Note : En vertu de la loi, tout jugement peut être traduit en français ou en anglais sans frais et ce, sur demande d'une partie. À cet effet, veuillez consulter le site Internet du ministère de la Justice au www.justice.gouv.qc.ca ou vous adresser au greffier.

Le greffier

Cour supérieure
10, RUE SAINT-ANTOINE EST MONTREAL (QUEBEC) H2Y4A5
SJ-1025 (2016-05) AVIJ

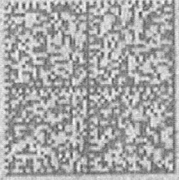
Ministère
de la Justice

Québec

Services de justice

Palais de justice
1, rue Notre-Dame Est, bureau 1.140
Montréal (Québec) H2Y 1B6

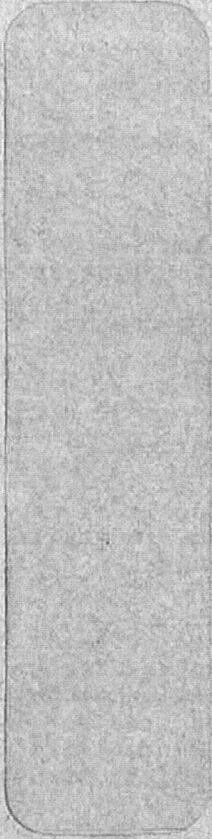
NE014 3534806
019035 VE595
0825 120446



CANADA POSTES
POST CANADA
00.82
HZK 3L6 2017.08.25

CAIN LAMARRE
S.E.N.C.R.L.

29 AOÛT 2017



Faint vertical text on the right edge of the document, possibly a scanning artifact or bleed-through from the reverse side.

1. CCA-1

Fermont



Code géographique :	97035	MRC :	Caniapiscau
Désignation :	Ville	CM :	S.O.
Classe de population 2015 :	2 000 @ 9 999	Région administrative :	Côte-Nord
Classe de population 2016 :	2 000 @ 9 999	Agglomération :	S.O.

Mise en garde

Une version révisée de la norme comptable sur les paiements de transfert est entrée en vigueur à compter de 2013 pour les municipalités. Cette nouvelle norme n'est pas interprétée ni appliquée uniformément par celles-ci depuis 2013. L'objet de cette divergence porte sur les subventions pluriannuelles reçues du gouvernement du Québec et de ses organismes budgétaires, notamment pour le service de dette sur des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations. Les comparaisons, entre les municipalités, de certaines données, doivent donc être faites avec prudence. Les ratios touchés sont ceux ayant les revenus de fonctionnement ou les actifs comme dénominateur.

Sommaire des renseignements sur la municipalité

Données de 2015 :		Données de 2016 :	
Population	2 806	Population	2 676
Revenus de fonctionnement	22 744 336 \$	Richesse foncière uniformisée (RFU)	958 235 455 \$

Sommaire des comparaisons avec différents groupes

	Municipalité	Classe de population	MRC	Région administrative	Tout le Québec
Données de 2015 :					
Taxes de fonctionnement / Revenus de fonctionnement	89,68 %	74,47 %	85,74 %	66,47 %	65,17 %
Excédent (déficit) de fonctionnement accumulé / Revenus de fonctionnement	84,53 %	23,98 %	74,10 %	25,74 %	14,92 %
Endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU	2,41 \$	1,74 \$	2,57 \$	3,09 \$	2,06 \$
Endettement total net à long terme par unité d'évaluation	11 754 \$	3 246 \$	10 462 \$	5 938 \$	5 800 \$
Données de 2016 :					
T.G.T. uniformisé	0,9724 \$	1,0168 \$	1,0100 \$	1,3686 \$	1,0173 \$
Charge fiscale moyenne des résidences d'un logement (incluant condominiums)	1 541 \$	2 253 \$	1 604 \$	2 265 \$	2 699 \$
Charge fiscale moyenne des logements	1 313 \$	1 855 \$	1 352 \$	1 724 \$	2 001 \$

Note

Dans la partie « Détail des renseignements sur la municipalité », les données de 2015 proviennent du rapport financier (RF), du sommaire du rôle d'évaluation foncière (SR) et du décret de population tandis que les données 2016 proviennent des prévisions budgétaires (PB), du sommaire du rôle d'évaluation foncière (SR) et du décret de population.

Les données utilisées provenant du RF sont consolidées lorsqu'applicable.

Aux fins du calcul des ratios et des indices, les charges, qui incluent l'amortissement, sont diminuées d'un montant égal aux revenus provenant des services rendus aux organismes municipaux et constituent ainsi les charges nettes prises en compte aux sections A et C.

Détail des renseignements sur la municipalité

	Municipalité	
Données de 2015 :		
Population	2 806	
Richesse foncière uniformisée (RFU)	750 700 853 \$	
Revenus	22 795 442 \$	
- Taxes	20 398 240 \$	
Revenus de fonctionnement	22 744 336 \$	
- Taxes de fonctionnement sur la valeur foncière	20 241 076 \$	
- Taxes de fonctionnement sur une autre base	157 164 \$	
- Services rendus aux organismes municipaux	0 \$	
- Compensations tenant lieu de taxes	455 773 \$	
- Transferts	928 677 \$	
Charges	25 839 339 \$	
Service de la dette	1 456 949 \$	- Casem de per
Endettement total net à long terme	18 113 391 \$	- Usain sport
Actifs	60 316 304 \$	
Dette à long terme	16 775 135 \$	
Excédent (déficit) de fonctionnement accumulé	19 225 595 \$	SNR
Données de 2016 :		
Population	2 676	
Richesse foncière uniformisée (RFU)	958 235 455 \$	
Évaluation uniformisée des immeubles imposables	934 116 816 \$	
- Évaluation imposable uniformisée résidentielle	300 942 126 \$	
- Évaluation imposable uniformisée industrielle et commerciale	628 744 014 \$	
- Évaluation imposable uniformisée agricole	0 \$	
- Évaluation imposable uniformisée autre	4 430 676 \$	

Détail des comparaisons avec différents groupes

A. Données des RF et SR 2015

	Municipalité	Classe de population	MRC	Région administrative	Tout le Québec
Nombre de municipalités		279	2	31	1 076
Résultats					
Charges nettes par 100 \$ de RFU	3,44 \$	1,46 \$	3,49 \$	2,69 \$	1,86 \$
Charges nettes par unité d'évaluation	16 768 \$	2 735 \$	14 232 \$	5 166 \$	5 247 \$
Taxes par unité d'évaluation imposable	14 966 \$	2 174 \$	12 587 \$	3 940 \$	3 722 \$

Détail des comparaisons avec différents groupes

A. Données des RF et SR 2015 (suite)

	Municipalité	Classe de population	MRC	Région administrative	Tout le Québec
Taxes de fonctionnement sur la valeur foncière / Revenus de fonctionnement	88,99 %	57,95 %	84,48 %	58,78 %	56,04 %
Taxes de fonctionnement sur une autre base / Revenus de fonctionnement	0,69 %	16,52 %	1,26 %	7,68 %	9,13 %
Compensations tenant lieu de taxes / Revenus de fonctionnement	2,00 %	3,44 %	2,07 %	5,26 %	4,11 %
Transferts de fonctionnement / Revenus de fonctionnement	4,08 %	6,66 %	5,18 %	7,35 %	6,66 %
Autres revenus de fonctionnement / Revenus de fonctionnement	4,23 %	15,43 %	7,01 %	20,92 %	24,07 %
Excédent (déficit) de fonctionnement accumulé / Revenus de fonctionnement	84,53 %	23,98 %	74,10 %	25,74 %	14,92 %
Investissements en immobilisations					
Valeur comptable nette / Coût des immobilisations	47,63 %	61,59 %	47,81 %	58,44 %	61,30 %
Acquisition d'immobilisations / Coût des immobilisations	4,24 %	4,52 %	3,98 %	2,94 %	5,60 %
Endettement					
Endettement total net à long terme par 100 \$ de RFU	2,41 \$	1,74 \$	2,57 \$	3,09 \$	2,06 \$
Endettement total net à long terme par unité d'évaluation	11 754 \$	3 246 \$	10 462 \$	5 938 \$	5 800 \$
Service de la dette / (Charges nettes sans amortissement + remboursement de la dette à long terme + variation du fonds d'amortissement)	5,76 %	16,70 %	6,39 %	17,86 %	18,51 %
Dette à long terme / Actifs	27,81 %	28,54 %	27,00 %	35,41 %	37,92 %

B. Données des SR 2016

	Municipalité	Classe de population	MRC	Région administrative	Tout le Québec
Nombre de municipalités		285	2	33	1 109
Évaluation imposable uniformisée résidentielle / Évaluation uniformisée des immeubles imposables	32,22 %	75,72 %	33,79 %	67,40 %	78,68 %
Évaluation imposable uniformisée industrielle et commerciale / Évaluation uniformisée des immeubles imposables	67,31 %	11,94 %	65,69 %	31,17 %	15,57 %
Évaluation imposable uniformisée agricole / Évaluation uniformisée des immeubles imposables	0,00 %	8,48 %	0,00 %	0,30 %	3,37 %
Évaluation imposable uniformisée autre / Évaluation uniformisée des immeubles imposables	0,47 %	3,86 %	0,52 %	1,14 %	2,38 %
Évaluation moyenne uniformisée des résidences d'un logement (incluant condominiums)	157 777 \$	219 460 \$	158 171 \$	165 106 \$	262 825 \$
Évaluation moyenne uniformisée par logement	134 416 \$	180 476 \$	133 391 \$	125 680 \$	194 922 \$
RFU par unité d'évaluation imposable et compensable	692 367 \$	201 182 \$	579 608 \$	202 359 \$	298 286 \$
Indice de la RFU par unité d'évaluation imposable et compensable	365				

Détail des comparaisons avec différents groupes

C. Données des PB et SR 2016

	Municipalité	Classe de population	MRC	Région administrative	Tout le Québec
Nombre de municipalités		281	2	33	1 088
T.G.T. uniformisé	0,9724 \$	1,0168 \$	1,0100 \$	1,3686 \$	1,0173 \$
Charge fiscale moyenne des résidences d'un logement (incluant condominiums)	1 541 \$	2 253 \$	1 604 \$	2 265 \$	2 699 \$
Charge fiscale moyenne des logements	1 313 \$	1 855 \$	1 352 \$	1 724 \$	2 001 \$
Indice d'effort fiscal	94				
Indice des charges nettes par 100 \$ de RFU	122				

www.mamot.gouv.qc.ca

2. OF-1

PROPOSED ALLOCATION PURSUANT TO SECTION 3.3 OF THE APA (DETAILING THE ALLOCATION OF SCHEDULE R) (Note 1)

Purchased Assets	Allocated Value (CAD)	Province	Vendor
Bloom Lake Railway and other assets in connection thereto	750,000	Newfoundland	Bloom Lake Railway Company
Bloom Lake mine equipment and other movable assets in connection with the Bloom Lake Mine (excluding the Excluded Equipment)	2,000,000	Quebec	Bloom Lake GP and Bloom Lake LP
Bloom Lake mine fixed assets (buildings and constructions on the site pertaining to the Mining Rights)	1,500,000	Quebec	Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Mining Lease and Real Property Leases	1,400,000	Quebec	Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Mining Claims (114 claims held under the name of Bloom Lake GP)	100,000		Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Real Property Ferment housing	4,000,000	Quebec	See "Real Property" tab
Total Bloom Lake	9,000,000		
Quinto claims (99% in 264 claims)	445,000	Quebec	Quinto
CQIM claims (1% in 264 claims)	5,000	Quebec	CQIM
CQIM claims (100% in 194 claims)	300,000	Quebec	CQIM
Total	10,500,000		

Note 1: This allocation is made pursuant to section 3.3 of the APA. For greater certainty, this allocation does not change the substance of the APA providing that the transaction involves the acquisition of all of the Vendors' right, title and interest in and to the Purchased Assets, in the aggregate, for which the whole Consideration is to be received by the Vendors. Also for greater certainty, this allocation does not imply that any GST/HST and QST will be payable under the APA, given the tax elections that will be filed in accordance with section 3.5(1) of the APA.

Allocation of total amount for Bloom Lake Real Property Vermont

4,000,000.00 \$

Street Address	Municipal Evaluation	Pro rata percentage per house/motel	Allocated Value (pro rata based on municipal evaluation)	Vendor
115 Bâtisseurs	189,900 \$	0.749%	29,970.17 \$	CQIM
119 Bâtisseurs	189,900 \$	0.749%	29,970.17 \$	CQIM
123 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
127 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
131 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
135 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
139 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
143 Bâtisseurs	188,800 \$	0.745%	29,796.57 \$	CQIM
147 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
151 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
155 Bâtisseurs	238,100 \$	0.939%	37,577.13 \$	CQIM
159 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
163 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
167 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
171 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
175 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
179 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
183 Bâtisseurs	228,800 \$	0.903%	36,109.40 \$	CQIM
124 Bâtisseurs	349,400 \$	1.379%	55,142.59 \$	CQIM
128 Bâtisseurs	349,400 \$	1.379%	55,142.59 \$	CQIM
132 Bâtisseurs	349,400 \$	1.379%	55,142.59 \$	CQIM
136 Bâtisseurs	349,400 \$	1.379%	55,142.59 \$	CQIM
29 Garnier	99,600 \$	0.393%	15,718.95 \$	BLLP
21 Mélézes	355,900 \$	1.404%	56,168.43 \$	BLLP
25 Mélézes	355,900 \$	1.404%	56,168.43 \$	BLLP
29 Mélézes	355,900 \$	1.404%	56,168.43 \$	BLLP
33 Mélézes	355,900 \$	1.404%	56,168.43 \$	BLLP
40 Bougainville	179,100 \$	0.707%	28,265.71 \$	BLLP
388 rue du fer	18,435,400 \$	72.737%	2,909,489.77 \$	BLLP
	25,345,200 \$	100%	4,000,000.00 \$	

3. OF-2

Purchased Assets	Allocated Value (CAD)	Province	Vendor
Bloom Lake Railway and other assets in connection thereto	750 000 \$	Newfoundland Bloom Lake Railway Company	répartition du prix de vente portion immeuble
Bloom Lake mine equipment and other movable assets in connection with the Bloom Lake Mine (excluding the Excluded Equipment)	2 000 000 \$	Quebec	Bloom Lake GP and Bloom Lake LP
Bloom Lake mine fixed assets (buildings and constructions on the site pertaining to the Mining Rights)	1 500 000 \$	Quebec	Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Mining Lease and Real Property Leases	1 400 000 \$	Quebec	Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Mining Claims (114 claims held under the name of Bloom Lake GP)	100 000 \$		Bloom Lake GP, as general partner of Bloom Lake LP
Bloom Lake Real Property Vermont housing	4 000 000 \$	Quebec	See "Real Property" tab
Total Bloom Lake	9 000 000 \$		
Quinto claims (99% in 264 claims)	445 000 \$	Quebec	Quinto
CQIM claims (1% in 264 claims)	5 000 \$	Quebec	CQIM
CQIM claims (100% in 194 claims)	300 000 \$	Quebec	CQIM
Total	10 500 000 \$		
	6 900 000 \$	2,010%	343 354 200 \$
			2,010%
			6 900 000 \$

4. OF-3

Rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Fermont**

en vigueur pour les exercices financiers **2016 à 2018**

1. Identification de l'unité d'évaluation

Adresse: 755, route 389
Numéro de lot: 9, 6, 5, 4, 3, 2
Numéro matricule: 1657-14-8757
Utilisation prédominante: Extraction du minerai de fer
Numéro d'unité de voisinage: 2003
Dossier n°: 1114294

2. Propriétaire

Nom: Quebec Iron Ore Inc.
Adresse postale: 630, Boulevard Rene-Levesque Ouest # 1850, Montreal H3B1S6
Date d'inscription au rôle: 2016-04-11

3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

Caractéristiques du terrain

Mesure frontale: Superficie:
52 962 530,00 m²

Caractéristiques du bâtiment principal

Nombre d'étages:
Année de construction:
Aire d'étages:
Genre de construction:
Lien physique:
Nombre de logements: 0
Nombre de loc. non résident.: 1
Nombre de chambres locatives: 0

4. Valeurs au rôle d'évaluation

Date de référence au marché: 2014-07-01
Valeur du terrain: 3 299 000 \$
Valeur du bâtiment: 314 710 000 \$
Valeur de l'immeuble: 318 009 000 \$

Valeur de l'immeuble au rôle antérieur: 318 009 000 \$

5. Répartition fiscale

Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation:

Non résidentielle classe 10, Industrielle classe 4

Valeur imposable de l'immeuble: 318 009 000 \$
Valeur non imposable de l'immeuble: 0 \$

5. OF-4

Rôle d'évaluation foncière

Municipalité de **Fermont**

en vigueur pour les exercices financiers **2016 à 2018**

1. Identification de l'unité d'évaluation

Adresse: **388, rue du Fer**
Numéro de lot: **B-1463**
Numéro matricule: **3252-70-6995**
Utilisation prédominante: **Maison de chambres et pension**
Numéro d'unité de voisinage: **1002**
Dossier n°: **1123580**

2. Propriétaire

Nom: **Quebec Iron Ore Inc.**
Adresse postale: **630, Boulevard Rene-Levesque Ouest # 1850, Montreal H3B1S6**
Date d'inscription au rôle: **2016-04-11**

3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

Caractéristiques du terrain

Mesure frontale: Superficie:
13 633,00 m²

Caractéristiques du bâtiment principal

Nombre d'étages: **3**
Année de construction:
Aire d'étages:
Genre de construction:
Lien physique:
Nombre de logements: **0**
Nombre de loc. non résident.: **5**
Nombre de chambres locatives: **0**

4. Valeurs au rôle d'évaluation

Date de référence au marché: **2014-07-01**
Valeur du terrain: **712 200 \$**
Valeur du bâtiment: **17 723 200 \$**
Valeur de l'immeuble: **18 435 400 \$**

Valeur de l'immeuble au rôle antérieur: **18 435 400 \$**

5. Répartition fiscale


Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation: **Résiduelle**

Valeur imposable de l'immeuble: **18 435 400 \$**
Valeur non imposable de
l'immeuble: **0 \$**

6. OF-5

SOMMAIRE DU RÔLE D'ÉVALUATION FONCIÈRE

Rôle 2016 - 2017 - 2018

1. INTERVENANTS		2. FAITS SAILLANTS	
EXERCICE FINANCIER	2016	VALEURS IMPOSABLES	VALEURS NON IMPOSABLES
MUNICIPALITÉ LOCALE	Fermont	Terrains	Terrains
ARRONDISSEMENT	Fermont	Bâtiments	Bâtiments
ORGANISME MUNICIPAL RESPONSABLE	Fermont	Immeubles	Immeubles
MRC OU COMMUNAUTÉ URBAINE	M. R. C. DE CANTAPISCAU	Nombre total d'unités d'évaluation	1 544
ÉVALUATEUR	RICHARD CHABOT E.A.	Nombre total d'unités de voisinage	44
SIGNATAIRE	1175, boul. de la Rive-Sud, bureau 200 Saint-Romuald, Qc G1W 4Y4 Tél: (418) 834-7000	VERIFICATION DE L'EXACTITUDE DE L'INVENTAIRE	44
STATUT (X)	1 Évaluateur permanent	Nombre de certificats délivrés aux fins de la tenue à jour du rôle ...	441
	X 2 Évaluateur privé - Action exclusive	Équilibrage du rôle ? ...	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
	3 Évaluateur privé - Action partagée	Si oui, nombre d'unités d'évaluation dont la valeur a été modifiée	A M J 2015-09-15
SIGNATURE		Date de dépôt du rôle	A M J 2016-01-01
Mandataire Informatique	MODELLIUM, INC.	Heure	0:00:00

9. ASSIETTES D'APPLICATION DES TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	TAUX NON RÉSIDENTIEL		TAUX INDUSTRIEL (CLASSE 2)		TAUX IND. (SAUF CL. 1 ET 2)		TAUX AGRICOLE		TAUX 6 LOGEMENTS OU PLUS		TAUX DE BASE	
	VAL. NR À 100% ET IND. CL. 2 À 50% IMPOSABLES	COMPENSABLES	VALEURS À 50% IMPOSABLES	COMPENSABLES	VALEURS À 100% IMPOSABLES	COMPENSABLES	VALEURS À 100% IMPOSABLES	COMPENSABLES	VALEURS À 100% IMPOSABLES	COMPENSABLES	VALEURS À 100% IMPOSABLES	COMPENSABLES
1A: 0.1%	698 600											
1B: 0.5%	2 070 400											
1C: 1%	8 011 000											
2: 3%	399 500											
3: 6%	184 800											
4: 12%	1 084 000											
5: 22%	22 684 800											
6: 40%												
7: 60%												
8: 85%												
9: 100%												
10: 100%												
11: Cours de tirage 100%												
12: CHSLD 20%												
13: Cours de tirage 40%												
APPLICATION DU TNR QUAND TTVD												
ASSIETTES D'APPLICATION	24 874 512	596 243 800	596 243 800	TTVD - TAUX DE BASE X	4 054 900	393 200	30 931 628	266 853 760	24 757 900	259 426 200	3 342 700	

3. INVENTAIRE PAR UTILISATION

CATEGORIE (Utilisation)	VALEURS IMPOSABLES				VALEURS NON IMPOSABLES				SUPERFICIE DES TERRAINS (m²)
	NOMBRE*	TERRAINS	BÂTIMENTS	IMMEUBLES	NOMBRE*	TERRAINS	BÂTIMENTS	IMMEUBLES	
1- RESIDENTIELLE	1 198	30 653 300	264 657 900	295 311 200	56	1 992 200	13 121 200	15 113 400	916 218,85
10- Logements	846	24 123 300	144 685 100	168 608 400	40	1 751 100	10 862 200	12 613 300	456 012,64
10- Logements Nombre : 1 (condominium)	812	21 929 100	104 283 800	126 212 900	39	1 285 600	6 191 600	7 477 200	409 994,23
2	15	541 000	2 661 500	3 202 500					9 265,87
3	10	68 200	637 400	705 600					1 118,60
4	10	624 400	6 289 500	6 913 900					11 392,22
5	2	152 100	1 611 400	1 763 500					0,00
6 à 9									3 356,01
10 à 19									0,00
20 à 29									7 021,70
30 à 49	2	428 400	7 646 000	8 074 400					13 868,01
50 à 99	3	380 100	21 555 500	21 935 600	1	465 500	4 670 600	5 136 100	0,00
100 à 199									0,00
200 et plus									0,00
11- Chalets, maisons de villégiature	66	165 000	746 800	911 800					264 008,28
12- Maisons mobiles, roulottes	266	4 245 300	27 631 700	31 877 000	13	209 700	2 022 000	2 231 700	106 119,24
15- Habitations en commun	6	1 580 000	89 206 100	90 786 100	3	31 400	237 000	268 400	70 420,29
16- Hôtels résidentiels									0,00
17- Parcs de roulottes et de maisons mobiles									0,00
18-19- Autres immeubles résidentiels	14	539 700	2 388 200	2 927 900					19 658,40
2-3- INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	3	118 900	1 979 000	2 097 900					1 558 320,71
2-3- Industries manufacturières (sauf condominium)	3	118 900	1 979 000	2 097 900					1 558 320,71
2-3- Industries manufacturières (condominium)									0,00
2-3- Industries manufacturières (condominium)									173 555,67
4- TRANSPORTS, COMM., SERVICES PUBLICS	17	764 100	5 433 800	6 197 900	11	358 400	6 867 100	7 225 500	0,00
411- Chemins de fer									0,00
46- Terrains et garages de stationnement	2	434 100	1 229 200	1 663 300					7 115,72
5- COMMERCIAL	5	1 012 400	6 312 000	7 324 400					26 097,81
50- Centres et immeubles commerciaux	3	980 200	5 638 500	6 618 700					22 517,01
51- Vente en gros	1	9 600	547 800	557 400					1 068,40
5200 à 5999- Vente au détail (sauf 583-)	1	22 600	125 700	148 300					2 512,20
583- Hôtels, motels et maisons de touristes									0,00
5- Commercial (sauf condominium)	5	1 012 400	6 312 000	7 324 400					26 097,61
5- Commercial (condominium)									0,00
6- SERVICES	19	1 201 700	7 158 400	8 360 100	7	1 904 200	25 563 900	27 468 100	130 666,56
60- Immeubles à bureaux	1	103 700	320 000	423 700					11 519,98
6- Services (sauf condominium)	19	1 201 700	7 158 400	8 360 100	7	1 904 200	25 563 900	27 468 100	130 666,56
6- Services (condominium)									0,00
7- CULTURELLE, RÉCRÉATIVE ET DE LOISIRS	2	46 800	153 600	200 400	25	2 029 400	9 282 900	11 382 300	288 777,93
7411-7412 Terrains de golf									0,00
76- Parcs	1	22 400		22 400	20	365 900		365 900	63 717,87
76- Parcs	3	7 144 900	588 710 000	595 854 900					200 580 600,00
8- PRODUCTION, EXT. DE RICHESSE NAT.									0,00
81- Agriculture									0,00
83- Exploitation forestière									0,00
85- Exploitation minière									200 580 600,00
9- IMMEUBLES NON EXPLOITÉS, ÉTENDUE D'EAU	3	7 144 900	588 710 000	595 854 900					3 358 293,43
91- Terrains vagues	110	4 269 100	4 269 100	4 269 100	88	3 763 100		3 763 100	3 358 293,43
91- Terrains vagues	110	4 269 100	4 269 100	4 269 100	88	3 763 100		3 763 100	3 358 293,43
9220- Forêts inexploitées qui ne sont pas des réserves									0,00
TOTAL DU RÔLE D'ÉVALUATION FONCIÈRE	1 357	45 211 200	874 404 700	919 615 900	187	10 425 800	54 835 100	65 260 900	207 012 530,75

7. OF-6

**RÈGLEMENT NUMÉRO 425 POUR DÉTERMINER LES TAUX DE TAXES
MUNICIPALES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015 ET MODIFIANT LE
RÈGLEMENT NUMÉRO 43**

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

VARIÉTÉ DE TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE 2015

1.1 Catégories d'immeubles

Les catégories d'immeubles pour lesquels la Municipalité fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale sont celles déterminées par la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2-1), à savoir :

1. Taux de base – catégorie résiduelle;
2. Taux particulier des immeubles de six (6) logements et plus;
3. Taux particulier des immeubles non résidentiels;
4. Taux particulier des immeubles industriels;
5. Taux particulier des terrains vagues desservis.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

- 1.2** Les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2-1) s'appliquent intégralement.

1.3 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0,92 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la Loi.

1.4 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES À SIX LOGEMENTS OU PLUS

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles à six logements ou plus est fixé à la somme de 1,20 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis par la Loi.

1.5 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de 2,75 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et défini par la Loi.

1.6 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles industriels est fixé à la somme de 2,75 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis par la Loi.

1.7 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS VAGUES

Le taux particulier de la taxe générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à la somme de 1,84 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain vague desservi au sens de la Loi sur la fiscalité municipale.

ARTICLE 2

TAXES POUR LE SERVICE D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT

- 2.1 Qu'une taxe pour le service d'aqueduc et d'égout de 0,06 \$ par 100 \$ de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année fiscale 2015 sur tous terrains, lots ou parties de lots avec toutes les constructions y érigées et tout ce qui est incorporé au fond et défini des lots ou parties de lots ou terrains vacants sur lesquels aucune construction quelconque y est érigée.

ARTICLE 3

TAXE POUR LES SERVICES D'ENLÈVEMENT, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITIONS DES ORDURES MÉNAGÈRES

- 3.1 Qu'une taxe pour le service d'enlèvement, de transport et de disposition des ordures ménagères de 0,08 \$ par 100 \$ de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année fiscale 2015, sur tous terrains, lots ou parties de lots avec toutes les constructions y érigées et tout ce qui est incorporé au fond et défini des lots ou parties de lots ou terrains vacants sur lesquels aucune construction quelconque y est érigée.

ARTICLE 4

TAXE POUR LE CONTRÔLE BIOLOGIQUE DES INSECTES PIQUEURS

- 4.1 Qu'une taxe de 75 \$ par année, par unité de logement soit facturée à tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation, dans le périmètre urbain, pour les coûts du contrôle biologique des insectes piqueurs.

ARTICLE 5

Le présent règlement entrera en vigueur suivant la Loi.

ADOPTÉ

(SIGNÉ) MARTIN ST-LAURENT

(SIGNÉ) CAROLLE BOURQUE

MAIRE

GREFFIÈRE

AVIS DE MOTION : LE 9 DÉCEMBRE 2014

ADOPTÉ : LE 16 DÉCEMBRE 2014

8. OF-7



Northern Expansion

Original Permit

2011 Pit Limit

2010 Pit Limit

Product Storage Silos

Phase II

Phase I

Ore Shed

Crusher

Truck Stop

Conveyor

Tailings Booster Pump House

Ore Handling

Water Treatment Plant

Lac Mazaré

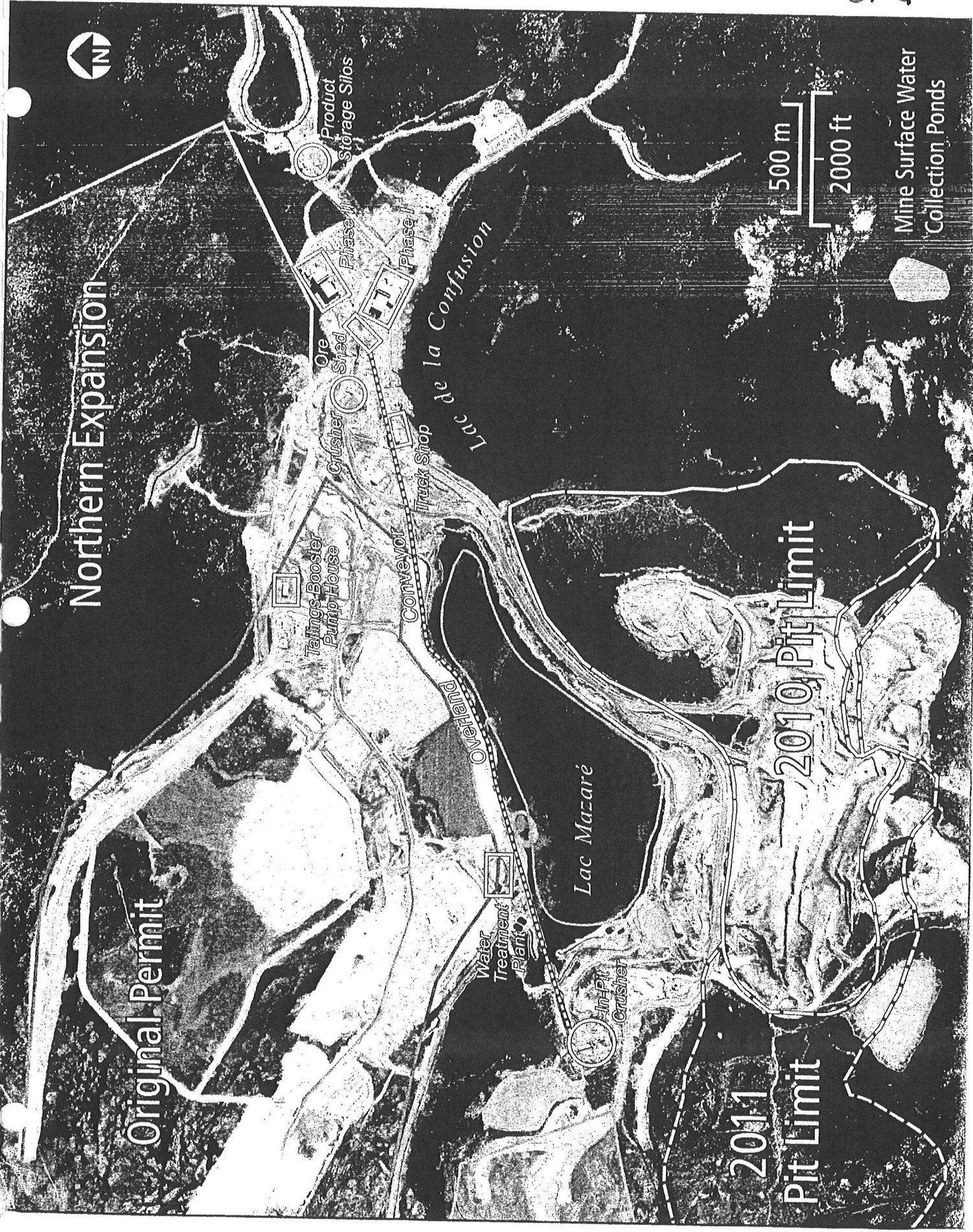
Lac de la Confusion

In-Pit Crusher

500 m

2000 ft

Mine Surface Water Collection Ponds



1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

9. OF-8

BLOOM LAKE General Partner limited											
VILLE DE FERMONT (97035)					GROUPE ALTUS				ÉVIMBEC		
### TAQ	Matricule	Lot	Adresse	Année du rôle	Valeur au rôle	Valeur demandée	DIFFÉRENCE DEMANDÉE DDR	% différence demandée	valeur proposée	DIFFÉRENCE PROPOSÉE	% différence proposée
SAI-Q-199551-1402	1657-14-8757		755, route 389	2013-14-15	180 009 000 \$	130 000 000 \$	(50 009 000) \$	-27.8%			0.0%
SAI-Q-208793-1505	1657-14-8757		755, route 389	2013-14-15	318 009 000 \$	105 000 000 \$	(213 009 000) \$	-67.0%			0.0%
SAI-Q-220081-1609	1657-14-8757		755, route 389	2016-17-18	318 009 000 \$	50 000 000 \$	(268 009 000) \$	-84.3%			0.0%
BLOOM LAKE Iron Ore Ltd Partners (1er janvier 2016 au 10 avril 2016)											
SAI-Q-220079-1609	3252-70-6995	B1463, 1230	388, rue du Fer	2016-17-18	18 435 400 \$	2 500 000 \$	(15 935 400) \$	-86.4%			0.0%
SFC Mine de Fer du Lac Bloom											
SAI-Q-205539-1411	3252-70-6995	B1463, 1230	388, rue du Fer	2010-11-12	8 174 300 \$	4 087 000 \$	(4 087 300) \$	-50.0%			0.0%
SAI-Q-205543-1411	3252-70-6995	B1463, 1230	388, rue du Fer	2013-14-15	12 786 600 \$	6 393 000 \$	(6 393 600) \$	-50.0%			0.0%
SAI-Q-205541-1411	3252-70-6995	B1463, 1230	388, rue du Fer	2013-14-15	12 786 600 \$	6 393 000 \$	(6 393 600) \$	-50.0%			0.0%
Mine de Fer Québec inc (11 avril 2016 au 31 décembre 2018)											
SAI-Q-219453-1608	3252-70-6995	B1463, 1230	388, rue du Fer	2016-17-18	18 435 400 \$	2 500 000 \$	(15 935 400) \$	-86.4%	5 000 000 \$	18 000 000 \$	0.0%
SAI-Q-219455-1608	1657-14-8757		755, route 389	2016-17-18	318 009 000 \$	50 000 000 \$	(268 009 000) \$	-84.3%	14 000 000 \$	2 500 000 \$	0.0%

1. Motion for approval of allocation methodology and other relief (Requete)

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

N°: 500-11-048114-157

SUPERIOR COURT

Commercial Division

(Sitting as a court designated pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act*, 1985 R.S.C., c. C-36, as amended)

IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE OR ARRANGEMENT OF:

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED

QUINTO MINING CORPORATION

8568391 CANADA LIMITED

CLIFFS QUÉBEC IRON MINING ULC

WABUSH IRON CO. LIMITED

WABUSH RESOURCES INC.

Petitioners

-and-

THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED PARTNERSHIP

BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED

WABUSH MINES

ARNAUD RAILWAY COMPANY

WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-and-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Monitor

**MOTION FOR THE ISSUANCE OF AN ORDER
APPROVING THE ALLOCATION METHODOLOGY AND OTHER RELIEF**
(Section 11 *ff.* of the *Companies' Creditors Arrangement Act*)

TO MR. JUSTICE STEPHEN W. HAMILTON, J.S.C. OR ONE OF THE HONORABLE JUDGES OF THE SUPERIOR COURT, SITTING IN THE COMMERCIAL DIVISION FOR THE DISTRICT OF MONTRÉAL, THE CCAA PARTIES (AS DEFINED BELOW) SUBMIT:

1. BACKGROUND

1. On January 27, 2015, Mr. Justice Martin Castonguay, J.S.C., issued an Initial Order (as subsequently amended, rectified and/or restated, the "**Bloom Lake Initial Order**") commencing these proceedings (the "**CCAA Proceedings**") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act* (the "**CCAA**") in respect of the Petitioners Bloom Lake General Partner Limited, Quinto Mining Corporation, 8568391 Canada Limited and Cliffs Québec Iron Mining ULC ("**CQIM**") and the Mises-en-cause The Bloom Lake Iron Ore Mine Limited Partnership ("**Bloom Lake LP**") and Bloom Lake Railway Company Limited (collectively, the "**Bloom Lake CCAA Parties**"), as appears from the Initial Order dated January 27, 2015, which forms part of the Court record.
2. Pursuant to the Bloom Lake Initial Order, *inter alia*, FTI Consulting Canada Inc. was appointed as monitor of the Bloom Lake CCAA Parties (the "**Monitor**") (para. 39 of the Bloom Lake Initial Order) and a stay of proceedings was ordered in respect of the Bloom Lake CCAA Parties until February 26, 2015 (the "**Bloom Lake Stay Period**") (para. 8 *ff.* of the Bloom Lake Initial Order).
3. On May 20, 2015, Mr. Justice Hamilton, issued an Initial Order (as subsequently amended, rectified and/or restated the "**Wabush Initial Order**") extending the scope of the CCAA Proceedings to the Petitioners Wabush Iron Co. Limited ("**Wabush Iron**") and Wabush Resources Inc. ("**Wabush Resources**") and the Mises-en-cause Wabush Mines, an unincorporated contractual joint venture (the "**Wabush Mines JV**"), Arnaud Railway Company and Wabush Lake Railway Company Limited (collectively, the "**Wabush CCAA Parties**"; collectively with the Bloom Lake CCAA Parties, the "**CCAA Parties**"), as appears from the Initial Order dated May 20, 2015, which forms part of the Court record.
4. Pursuant to the Wabush Initial Order, *inter alia*, the Monitor was appointed as the monitor of the Wabush CCAA Parties (para. 39 of the Wabush Initial Order) and a stay of proceedings was granted until June 19, 2015 (the "**Wabush Stay Period**"; collectively with the Bloom Lake Stay Period, the "**Stay Period**") (para. 7 *ff.* of the Wabush Initial Order).
5. On November 5, 2015, Mr. Justice Hamilton issued an order (as amended on November 16, 2015, the "**Claims Procedure Order**"), *inter alia*, approving and setting out a Claims Procedure (as defined in the Claims Procedure Order) in respect of the CCAA Parties, as appears from the Claims Procedure Order, which forms part of the Court record.

6. The Stay Period has been extended by order of the Court from time to time, most recently on January 30, 2017, and currently expires on June 30, 2017, as appears from the Court record.

2. TRANSACTIONS APPROVED BY THE COURT

7. Through the course of CCAA Proceedings, the Court has approved several purchase and sale transactions, which provide for purchase price allocations as outlined below (collectively, the "**Purchase Price Allocations**"):
 - a) On April 27, 2015, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by a Share Purchase Agreement dated as of March 22, 2015, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Exhibit D thereto, as appears from the Court record.
 - b) On November 5, 2015, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by a Sale of Goods Agreement dated as of September 30, 2015, as amended on October 7, 2015, which does not set out a purchase price allocation among various CCAA Parties, as appears from the Court record.
 - c) On January 27, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of December 11, 2015, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule R thereto, and thereby reserving arguments as to the allocation of the purchase price among the CCAA Parties¹, as appears from the Court record.
 - d) On February 1, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of December 23, 2015, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule O thereto, and thereby reserving arguments as to the allocation of the purchase price among the CCAA Parties², as appears from the Court record.
 - e) On February 1, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of January 26, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under section 3.3 (2) therein, and thereby reserving arguments as to the allocation of the purchase price among the CCAA Parties³, as appears from the Court record.

¹ Para 29 of the Approval and Vesting Order dated January 27, 2016.

² Para 27 of the Approval and Vesting Order dated February 1, 2016.

³ Para 23 of the Approval and Vesting Order dated February 1, 2016 in relation to the Asset Purchase Agreement dated as of January 26, 2016.

- f) On June 28, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of July 17, 2016, which involved CQIM as the only CCAA Party, as appears from the Court record.
- g) On July 20, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of June 30, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule B thereto, as appears from the Court record.
- h) On August 30, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of July 22, 2016, which involved CQIM as the only CCAA Party, as appears from the Court record.
- i) On September 23, 2016 and October 21, 2016, the Court issued two Approval and Vesting Orders partially approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of September 22, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule B thereto, as appears from the Court record.
- j) On October 28, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of October 11, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule R thereto, as appears from the Court record.
- k) On November 18, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of November 3, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule I thereto, as appears from the Court record.
- l) On November 18, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of November 7, 2016, which sets out a purchase price allocation among various CCAA Parties under Schedule C thereto, as appears from the Court record.
- m) On November 28, 2016, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of November 15, 2016, which involved CQIM as the only CCAA Party, as appears from the Court record.
- n) On May 16, 2017, the Court issued an Approval and Vesting Order approving the transaction contemplated by an Asset Purchase Agreement dated as of May 3, 2017, which involved CQIM as the only CCAA Party, as appears from the Court record.

3. ORDERS SOUGHT

8. On this Motion, the CCAA Parties hereby seek the approval of the Allocation Methodology (as defined below), the authorization of the repayment of the Bloom Lake Inter-Company Funding (as defined below) and the authorization of the payment of the Outstanding Property Taxes (as defined and to the extent set out below).

4. APPROVAL OF THE ALLOCATION METHODOLOGY

9. In order to determine the amounts available for distribution in each of the CCAA Parties' respective estates to each of the CCAA Parties' creditors, the Monitor has developed and recommended a proposed methodology to allocate proceeds and costs among the CCAA Parties (the "**Allocation Methodology**"), that is set out as follows (and that shall be more fully detailed in the Monitor's Report to be filed in respect of the present Motion):

- a) realizations from asset sale transactions are to be allocated amongst assets and CCAA Parties as set out in each respective Purchase Price Allocation;
- b) non-transaction realizations specifically attributable to a CCAA Party are to be applied to that CCAA Party, for example:
 - i) cash on hand at the commencement of the CCAA Proceedings;
 - ii) insurance proceeds;
 - iii) tax refunds; and
 - iv) collection of accounts receivable;
- c) non-transaction realizations not specifically attributable to a CCAA Party (such as interest on funds held in trust by the Monitor) are to be allocated pro-rata based on realizations;
- d) costs specifically attributable to an asset or asset category (such as railcar storage fees, for example) are to be applied to that asset or asset category;
- e) costs specifically attributable to a CCAA Party (such as the direct operating costs of the Bloom Lake Mine and the Wabush Mine, for example) are to be applied to that CCAA Party;
- f) costs not specifically attributable to a CCAA Party (such as the costs of management and legal and professional costs, for example) are to be allocated pro-rata based on net realizations after specifically attributable costs.
- g) due to its legal status as an unincorporated joint venture, any costs and realizations attributable to the Wabush Mines JV are to be allocated to Wabush Iron and Wabush Resources, in accordance with their ownership interests in Wabush Mines JV;

10. The Monitor has advised the CCAA Parties that it is of the view that the Allocation Methodology is appropriate, fair and reasonable in the circumstances and supports the CCAA Parties' request for approval of the Allocation Methodology.
11. The CCAA Parties understand that the Monitor will file a report regarding the Allocation Methodology.
12. The CCAA Parties submit that the Allocation Methodology is appropriate, fair and reasonable in the circumstances and seek its approval by this Court.

5. AUTHORIZATION OF REPAYMENT OF BLOOM LAKE INTER-COMPANY FUNDING

13. Pursuant to the Bloom Lake Initial Order, inter-company funding was permitted between the Bloom Lake CCAA Parties.
14. Approximately \$4.1 million had been advanced by Bloom Lake LP to CQIM since the start of the CCAA Proceedings (the "**Bloom Lake Inter-Company Funding**").
15. CQIM hereby seeks the authorization of the Court to repay the Bloom Lake Inter-Company Funding to Bloom Lake LP.

6. AUTHORIZATION OF PAYMENT OF UNDISPUTED OUTSTANDING PROPERTY TAXES

16. Pursuant to the Claims Procedure Order, secured claims have been or may be asserted against various CCAA Parties by certain municipalities, including the Municipality of Sept-Îles and the Municipality of Fermont, on account of accrued and outstanding real estate taxes (the "**Outstanding Property Taxes**");
17. The Municipalities of Sept-Îles and Fermont further claim that interest continue to accrue with respect to the Outstanding Property Taxes at an annual rate of 12%.
18. The CCAA Parties hereby seek the authorization of the Court to make payments on account of the Outstanding Property Taxes for any portion of the Outstanding Property Taxes that are not in dispute or otherwise contested, provided that:
 - a) there exists no competing claim which may rank equal or higher to the Outstanding Property Taxes pursuant to a security or priority (including the Pension Claims at stake in the Monitor's Motion for Directions with respect to Pension Claims); and
 - b) the proceeds of sale available further to the application of the Allocation Methodology are sufficient to do so.

7. PROCEDURAL MATTERS

19. The CCAA Parties submit that the notices given of the presentation of the present Motion are proper and sufficient.

20. Pursuant to paragraph 54 of the Bloom Lake Initial Order and paragraph 56 of the Wabush Initial Order, all motions in these CCAA Proceedings are to be brought on not less than ten (10) calendar days' notice to all Persons on the service list. Each motion must specify a date (the "**Initial Return Date**") and time for the hearing.
21. The service of the present Motion serves as notice pursuant to paragraphs 47 and 54 of the Bloom Lake Initial Order and paragraphs 47 and 56 of the Wabush Initial Order.
22. Paragraph 55 of the Bloom Lake Initial Order and paragraph 57 of the Wabush Initial Order require that any Person wishing to object to the relief sought on a motion in the CCAA Proceedings must serve responding motion materials or a notice stating the objection to the motion and grounds for such objection (a "**Notice of Objection**") in writing to the moving party and the Monitor, with a copy to all persons on the service list, no later than 5 p.m. Montréal time on the date that is four (4) calendar days prior to the Initial Return Date (the "**Objection Deadline**"). Accordingly, any parties wishing to object to the relief sought on this Motion must serve responding motion materials or a Notice of Objection by no later than 5 p.m. Montréal time on May 26, 2017.
23. Paragraph 56 of the Bloom Lake Initial Order and paragraph 58 of the Wabush Initial Order further provide that if no Notice of Objection is served by the Objection Deadline, the Judge having carriage of the motion may determine whether a hearing is necessary, whether such hearing will be in person, by telephone or in writing and the parties from whom submissions are required (collectively, the "**Hearing Details**").
24. Paragraph 57 of the Bloom Lake Initial Order and paragraph 59 of the Wabush Initial Order provide that the Monitor shall communicate with the Judge and the service list with respect to the Hearing Details.

8. CONCLUSIONS

25. In light of the foregoing, the CCAA Parties hereby seek the issuance of an Order substantially in the form of the draft Order communicated herewith as **Exhibit R-1**, which provides for the approval of the Allocation Methodology, the authorization for the repayment of the Bloom Lake Inter-Company Funding and for the payment of the Outstanding Property Taxes.
26. The present Motion is well founded in fact and in law.

FOR THESE REASONS, MAY IT PLEASE THE COURT TO:

GRANT the present Motion;

ISSUE an order in the form of the draft Order communicated in support hereof as Exhibit R-1;

WITHOUT COSTS, save and except in case of contestation.

Montréal, May 19, 2017

Blake, Cassels & Graydon LLP

BLAKE, CASSELS & GRAYDON LLP

Attorneys for the CCAA Parties

AFFIDAVIT

I, the undersigned, **CLIFFORD T. SMITH**, the Executive Vice-President and a director of Bloom Lake General Partner Limited, Quinto Mining Corporation and Cliffs Quebec Iron Mining ULC, the President and a director of Bloom Lake Railway Company Limited and 8568391 Canada Limited, the President of Wabush Resources Inc., the President and a director of Wabush Iron Co. Limited, the Vice- President and a director of Arnaud Railway Company and Wabush Lake Railway Company Limited, having a place of business at 1 Place Ville Marie, Bureau 3000, Montréal, Québec, H3B 4N8, solemnly affirm that all the facts alleged in the present *Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology and Other Relief* are true.

AND I HAVE SIGNED:



CLIFFORD T. SMITH

SOLEMNLY DECLARED before me at
Cleveland, Ohio, on this 19th day of May,
2017



Notary Public



ADAM D. MUNSON, Atty.
NOTARY PUBLIC
STATE OF OHIO
My Commission Has No
Expiration Date
Section 147.03 R.C.

NOTICE OF PRESENTATION

TO: Service List

TAKE NOTICE that the present *Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology and Other Relief* will be presented for adjudication before the Honourable Stephen W. Hamilton, J.S.C., or another of the honourable judges of the Superior Court, Commercial Division, sitting in and for the district of Montréal, in the Montréal Courthouse located at 1, Notre-Dame Street East, Montréal, Québec, on **May 31, 2017** at a time and in a room to be determined.

DO GOVERN YOURSELF ACCORDINGLY.

Montréal, May 19, 2017

Blake, Cassels & Graydon LLP

BLAKE, CASSELS & GRAYDON LLP
Attorneys for the CCAA Parties

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

SUPERIOR COURT

Commercial Division

(Sitting as a court designated pursuant to the *Companies'
Creditors Arrangement Act*, R.S.C., c. C-36, as amended)

N°: 500-11-048114-157

**IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE OR
ARRANGEMENT OF:**

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED,
QUINTO MINING CORPORATION,
8568391 CANADA LIMITED,
CLIFFS QUÉBEC IRON MINING ULC
WABUSH IRON CO. LIMITED
WABUSH RESOURCES INC.**

Petitioners

and

**THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED
PARTNERSHIP
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED
WABUSH MINES
ARNAUD RAILWAY COMPANY
WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED**

Mises-en-cause

and

FTI CONSULTING CANADA INC.

Monitor

LIST OF EXHIBITS

(In support of the *Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology
and Other Relief*)

R-1 Draft Order.

Montréal, May 19, 2017

Blake, Cassels & Graydon LLP

BLAKE, CASSELS & GRAYDON LLP
Attorneys for the CCAA Parties

N°: 500-11-048114-157

**SUPERIOR COURT
DISTRICT OF MONTREAL
(Commercial Division)**

**IN THE MATTER OF THE PLAN OF COMPROMISE
OR ARRANGEMENT OF:**

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED & AL.

Petitioners

-and-

**THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE LIMITED
PARTNERSHIP & AL.**

Mises-en-cause

-and-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Monitor

**MOTION FOR THE ISSUANCE OF AN ORDER
APPROVING THE ALLOCATION METHODOLOGY
AND OTHER RELIEF, AFFIDAVIT, NOTICE OF
PRESENTATION AND
EXHIBIT R-1
(Sections 11 ff. of CCAA)**

COPY FOR BAILIFF

M^{re} Bernard Boucher

BB-8098

BLAKE, CASSELS & GRAYDON LLP

Barristers & Solicitors

1 Place Ville Marie, Suite 3000

Montréal, Québec H3B 4N8

Telephone: 514-982-4006

Fax: 514-982-4099

Email: bernard.boucher@blakes.com

Our File: 11573-371



2. Lettre du 26 mai 2017 à l'Honorable Juge Hamilton



**CAIN
LAMARRE**
S.E.N.C.R.L. / AVOCATS

Me François Bouchard, M.A., M. Env.
francois.bouchard@clcw.ca

Saguenay, le 26 mai 2017

PAR COURRIEL : stephen.hamilton @judex.qc.ca

Honorable Juge Stephen Hamilton
Cour supérieure du Québec
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame E.
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Objet : Ville de Fermont c. Bloom Lake General Partner Limited, Re : taxes impayées
V/D : 500-11-048114-157
N/D : FBO-10-15-1215

Honorable Juge,

Nous représentons la Ville de Fermont (ci-après « Fermont ») dans le dossier en objet.

Comme vous le savez, les débitrices ont signifié samedi dernier le 20 mai une « Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief » (ci-après « requête ») qui serait présentable à la Cour le 31 mai prochain.

Or, le soussigné, avocat responsable du dossier pour la créancière Fermont, n'est pas disponible à cette date, puisqu'il est déjà en procès. Nous vous demandons que ladite requête soit présentée à une date ultérieure, puisqu'elle est d'une grande importance pour Fermont qui attend patiemment depuis fort longtemps certains des éléments que nous devrions voir apparaître, selon la requête, dans le 36^e rapport du Contrôleur.

En effet, la requête vise notamment à faire approuver le montant, à partir du prix de vente global de plusieurs actifs des débitrices, qui sera alloué entre les débitrices et entre les catégories d'actifs. Or, le montant qui serait alloué entre les différentes catégories d'actifs compris dans la vente de la mine du lac Bloom pourrait avoir un impact important sur la réclamation de plusieurs millions de dollars de Fermont concernant ses taxes impayées.

De plus, la requête vise un autre enjeu important pour Fermont, à savoir l'autorisation de lui payer des sommes dues en taxes foncières qui ne feraient l'objet d'aucune contestation.

Nous venons tout juste de recevoir le 36e rapport du Contrôleur et, sans l'avoir examiné encore attentivement, nous constatons que nous avons jusqu'à aujourd'hui le 26 mai à 17h00 pour s'opposer à cette requête.

Dans l'intérêt spécifique de la Ville de Fermont, nous vous demandons de bien vouloir reporter l'audition de la requête à une autre date à être convenue.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Honorable Juge, l'expression de nos sentiments distingués.

CAIN LAMARRE

Christine Robitaille
pour
FRANÇOIS BOUCHARD

FB/tv

c. c. Me Bernard Boucher (bernard.boucher@blakes.com)
Me Sylvain Rigaud (sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com)

3. Avis d'objection à la Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-048114-157

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

DANS L'AFFAIRE DE LA *LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES*, l.r.c.
1985, CH.C-36, TELLE QU'AMENDÉE :

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA
LIMITED, CLIFFS QUEBEC IRON
MINING ULC., WABUSH IRON CO.
LIMITED ET WABUSH RESOURCES INC.
Débitrices

-et-

THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE
LIMITED PARTNERSHIP, BLOOM LAKE
RAILWAY COMPANY LIMITED,
WABUSH MINES, ARNAUD RAILWAY
COMPANY ET WABUSH LAKE
RAILWAY COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Créancière / Opposante

**AVIS D'OBJECTION QUANT À LA MOTION FOR THE ISSUANCE OF AN ORDER
APPROVING THE ALLOCATION METHODOLOGY AND OTHER RELIEF**
(Articles 11 et suivants de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et*
paragraphe 57 de l'Ordonnance initiale)

À L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON., J.C.S. OU À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, L'OPPOSANTE, LA VILLE DE FERMONT, EXPOSE CE QUI SUIT :

1. L'Opposante souhaite formuler son objection quant à la requête intitulée *Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief* (ci-après la « Requête »), qui lui a été signifiée le samedi 20 mai 2017 et dont la date de présentation prévue est le 31 mai 2017;
2. L'Opposante souhaite ainsi formuler une objection quant aux aspects suivants de la Requête :
 - a) La Requête ne comporte pas suffisamment d'informations pour permettre à l'Opposante de prendre position quant à la méthode proposée;
 - b) L'Opposante n'a pas eu suffisamment de temps depuis la signification pour entreprendre les vérifications rendues nécessaires (4 jours ouvrables seulement), notamment auprès de ses expert-comptables;
3. L'Opposante souhaite s'assurer qu'il n'y a rien dans cette méthode ou dans les paiements envisagés qui pourrait être préjudiciable à sa réclamation;
4. L'Opposante a déjà fait parvenir à la liste de distribution une lettre demandant que l'audition prévue le 31 mai prochain soit reportée à une autre date, ce qui laisserait davantage de temps pour faire les vérifications appropriées;
5. L'Opposante estime qu'une fois ces vérifications appropriées effectuées, elle sera en mesure de prendre position de manière détaillée et il est possible qu'elle se désiste de son objection à ce moment;
6. Ainsi, l'Opposante se réserve le droit de soulever tout autre motif de contestation de la Requête;
7. La présente objection est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

ACCUEILLIR l'avis d'objection formulé par l'Opposante;

REJETER la Requête;

ORDONNER aux Parties LACC de fournir toute information raisonnablement nécessaire à l'Opposante aux fins de la présente objection;

LE TOUT, sans frais, sauf en cas de contestation

Saguenay, le 26 mai 2017

CAIN LAMARRE

Maître François Bouchard

Courriel : francois.bouchard@clew.qc.ca

CAIN LAMARRE

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Téléphone : 418-545-4580

Télécopieur : 418 549-9590

Avocats de l'opposante

VILLE DE FERMONT

N/D : 10-15-1215

AVIS DE PRÉSENTATION**À : SERVICE LIST**

PRENEZ AVIS que l'*Avis d'objection quant à la motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief* sera présentée pour adjudication devant l'honorable Stephen W. Hamilton, j.c.s. ou à l'un des honorables juges de la Cour Supérieure, du district de Montréal, siégeant en chambre commerciale au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal, le 31 mai 2017, à l'heure et en la salle qui seront déterminées.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Saguenay, le 26 mai 2017

CAIN LAMARRE**Maître François Bouchard**

Courriel : francois.bouchard@clcw.qc.ca

CAIN LAMARRE

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Tél. : 418-545-4580 Téléc : 418 549-9590

Avocats de l'opposante Ville de Fermont

N/D : 10-15-1215

Jean-François Delisle

De: Jean-François Delisle
Envoyé: 26 mai 2017 16:56
À: bernard.boucher@blakes.com; sebastien.guy@blakes.com; steven.weisz@blakes.com; milly.chow@blakes.com; aryo.shalviri@blakes.com; nigel.meakin@fticonsulting.com; steven.bissell@fticonsulting.com; ellen.dong@fticonsulting.com; michael.basso@fticonsulting.com; evan.cobb@nortonrosefulbright.com; sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com; chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com; AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com; awinton@counsel-toronto.com; mgottlieb@counsel-toronto.com; gerry.apostolatos@langlois.ca; mdesrosiers@osler.com; mlaroche@millerthomson.com; brennanp@bennettjones.com; dimitri.maniatis@langlois.ca; daniel.baum@langlois.ca; gary.rivard@bcf.ca; jcuttler@kklex.com; jbellissimo@casselsbrock.com; kewallace@casselsbrock.com; audley.sheppard@cliffordchance.com; simon.greenberg@cliffordchance.com; karolina.rozycka@cliffordchance.com; eric.ouimet@bcf.ca; bertrand.giroux@bcf.ca; frederic.cote@bcf.ca; jsiwiec@perlaw.ca; arubinoff@perlaw.ca; abernard@fasken.com; bfarber@fasken.com; GLefebvre@blg.com; fgagnon@blg.com; a.provencher@sblavocats.com; François Bouchard; julien.collin@hcblegal.com; toddstanley@gov.nl.ca; lmorin@fasken.com; gmichaud@fasken.com; gmetcalfe@duntonrainville.com; TCliche@DuntonRainville.com; michael_axel@keybank.com; rschwill@dwpv.com; julie.lambert@cslships.com; besnier.avocats@cgocable.ca; shebert@millerthomson.com; dstolow@kklex.com; jmorissette@osler.com; wael.rostom@mcmillan.ca; Emile.CatimeI Marchand@mcmillan.ca; gmoffat@tgf.ca; roger.simard@dentons.com; louis.dumont@dentons.com; katherineboulianne@bptavocats.com; dboudreault@plba.ca; hbesnier.bdr@cgocable.ca; claude.paquet@bcf.ca; rtalaifar@sangramoller.com; hsangra@sangramoller.com; pierre.lecavalier@justice.gc.ca; dmitchell@imk.ca; ahathnay@kmlaw.ca; jfbeaudry@plba.ca; MichaelPDelaney@gov.nl.ca; nick@scheib.ca; Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com; anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca; gquery@mccarthy.ca; mbourbonnais@mccarthy.ca; alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca; kpeddle@usw.ca; legcounsel@gov.nl.ca; Jean-François Delisle; njacobs@stewartmckelvey.com; reynald.auger@langlois.ca; jfgauvin@millerthomson.com; mduchesne@blg.com; otadlaoui@blg.com; isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca; michael.hanlon@mcmillan.ca; townmanager@wabush.ca; pbelanger@mccarthy.ca; jperreault@mccarthy.ca; mdorion@mccarthy.ca; lboulanger@mccarthy.ca; marc-andre.sansregret@langlois.ca; richard.laflamme@steinmonast.ca; jysimard@lavery.ca; dmandilaras@lavery.ca; pchang@morneaushepell.com; jvadorpe@morneaushepell.com; bquistgaard@pinklarkin.com; rpink@pinklarkin.com; bwalancik@kmlaw.ca; elizabeth-brown@hicksmorley.com; john-prezioso@hicksmorley.com; Me Guillaume Amiot; notification@mccarthy.ca; atardif@mccarthy.ca; marc.germain@steinmonast.ca; ddu@stikeman.com; a.guerette@betonprovincial.com; antoine.beaudoin@steinmonast.ca; camille.roy@steinmonast.ca; martin.roy@steinmonast.ca; marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca; louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca; mbrodeur29@hotmail.com

Objet: 500-11-048114-157 - DANS L'AFFAIRE DE L'ARRANGEMENT DE : BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED & al

Pièces jointes: Avis d'objection - Motion for the Issuance of an Order Approving the Allocation Methodology and Other Relief.pdf

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

The present email constitutes service of Ville de Fermont **Avis d'objection quant à la Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief (Articles 11 et suivants de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et paragraphe 57 de l'Ordonnance initiale)**

Le présent courriel constitue la signification *par* la Ville de Fermont d'un **Avis d'objection quant à la Motion for the issuance of an order approving the allocation methodology and other relief (Articles 11 et suivants de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et paragraphe 57 de l'Ordonnance initiale)**

Jean-François Delisle

Avocat

CAIN LAMARRE

S.E.N.C.R.L. / AVOCATS

LÀ OÙ VOUS ÊTES.^{MD}

190, rue Racine Est, bureau 300

Chicoutimi (Québec) G7H 1R9

Tél. : 418 545-4580 ▪ Téléc. : 418 549-9590 ▪ clcw.ca

Montréal ▪ Québec ▪ **Saguenay** ▪ Sherbrooke ▪ Drummondville ▪ Rimouski ▪ Rouyn-Noranda ▪ Saint-Georges

Val-d'Or ▪ Alma ▪ Sept-Îles ▪ Rivière-du-Loup ▪ Amos ▪ Saint-Félicien ▪ Roberval ▪ Plessisville ▪ Amqui

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

L'information contenue dans ce courriel et dans tout document annexé est de nature confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez en aviser l'expéditeur et détruire immédiatement le message et tout document annexé. Merci.

NOTICE OF CONFIDENTIALITY

The information contained in this e-mail and in all documents attached is of a confidential nature. If you are not the intended recipient, please advise the sender and immediately destroy this message and all documents attached. Thank you

4. Requête pour Prolongation du Délai pour Permission d'Appeler du
22 août 2017

CANADA

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

N° : 500-11-048114-157

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C.
1985, CH. C-36**

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA
LIMITED ET CLIFFS QUÉBEC MINE DE
FER ULC, WABUSH IRON CO. LIMITED,
WABUSH RESOURCES INC.**

Intimées/Requérantes

et

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE
FER DU LAC BLOOM, BLOOM LAKE
RAILWAY COMPANY LIMITED,
WABUSH MINES, ARNAUD RAILWAY
COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED**

Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

et

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

**REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI POUR DEMANDER LA PERMISSION
D'EN APPELER**

(Articles 13 et 14 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*)

**À L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S. OU À L'UN DES HONORABLES
JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE
POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA REQUÉRANTE EXPOSE CE QUI SUIT :**

1. La Requérante, la Ville de Fermont, est une personne morale de droit public légalement constituée, ayant un bureau municipal au 100, Place Daviault, C.P. 2010, Fermont, district de Mingan, province de Québec, G0G 1J0;
2. Les Intimées sont des compagnies bénéficiant de la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, S.R.C. 1985, c. C-36 (ci-après : « LACC ») depuis le 20 mai 2015 par l'effet de l'ordonnance initiale du 20 mai 2015 et des ordonnances de prolongation dont la dernière date du 26 juin 2017, tel qu'il appert du dossier de la Cour;
3. Par la présente requête, la Requérante demande au tribunal de prolonger jusqu'au 5 septembre 2017, le délai de vingt et un (21) jours applicable en vertu de l'article 14 LACC pour déposer une requête pour permission d'appeler concernant la décision rendue par le juge Stephen W. Hamilton le 25 juillet 2017;
4. Le 15 août 2017, la décision rendue le 25 juillet 2017 est portée à la connaissance de la Requérante, par le biais de ses procureurs, à la suite de la réception par ceux-ci d'un courriel de la part de Me Bernard Boucher, procureur des Intimées, contenant ladite décision, tel qu'il appert d'une copie du courriel datant du 15 août 2017 envoyé par Me Bernard Boucher produit au soutien de la présente requête comme pièce **R-1**;
5. De plus, après vérification auprès de la chacun des avocats ayant plaidés pour la Requérante à la Cour le 26 juin 2017 (Me Denis Cloutier, Me Jean-François Delisle et Me Gabriel Serena-Bélisle), aucun n'a eu connaissance de la décision du 25 juillet avant le 15 août dernier;
6. Le 16 août 2017, la Requérante, par le biais de ses procureurs, informe par courriel Me Bernard Boucher qu'il s'agit de la première fois qu'elle est informée de la décision du 25 juillet 2017, en outre, elle indique qu'elle se réserve la possibilité de la porter en appel en raison du fait qu'elle rejette les prétentions exposées par la Requérante lors de l'audition du 26 juin 2017 quant à la méthode d'allocation du prix de vente des actifs immobiliers de la mine, tel qu'il appert d'une copie du courriel datant du 16 août 2017 provenant de Me François Bouchard produit au soutien de la présente comme pièce **R-2**;

7. Le 16 août 2017, Me Bernard Boucher répond à la Requérante qu'il a reçu la décision du 25 juillet 2017, il y a de ça, approximativement, deux semaines et demie dans un courriel de l'adjointe de l'honorable juge Stephen W. Hamilton lui étant adressé;
8. En réponse à ce message, les procureurs de la Requérante réitèrent la possibilité que la Requérante aille en appel de la décision suite à la prise de connaissance de la teneur de la décision du 25 juillet 2017, tel qu'il appert d'une copie de courriels datant du 17 août et 20 août 2017 provenant de Me François Bouchard produits en liasse au soutien de la présente comme pièce **R-3**;
9. Dans le plumitif du dossier 500-11-048114-157, un avis de jugement est inscrit en date du 4 août 2017, or, aucun avis n'a été reçu par la requérante ou ses procureurs à cet effet, et ce, encore en date d'aujourd'hui, tel qu'il appert d'un extrait du plumitif daté du 21 août 2017 pour le dossier 500-11-048114-157 produit au soutien de la présente comme pièce **R-4**;
10. La Requérante a donc été informée et a pu prendre connaissance de la décision seulement à partir du 15 août 2017, alors que la décision était rendue depuis le 25 juillet 2017;
11. Après avoir étudié la décision du 25 juillet 2017, la Requérante désire demander la permission d'en appeler car elle est d'avis avec tout respect que le Tribunal a erré en déterminant que l'allocation contractuelle apparaissant dans l'acte de vente des actifs de la mine Bloomlake à Québec Iron Ore est raisonnable;
12. La portée de cette décision a d'ailleurs un effet déterminant sur le remboursement dans le cadre de l'application de la LACC de la distribution monétaire aux créanciers de la somme de 10,5 millions découlant de cette transaction entre Bloom Lake CCAA Parties et Québec Iron Ore inc.;
13. Il appert qu'il n'y a pas de préjudice dans la perspective où le Tribunal accorderait la prolongation du délai pour permission d'appeler en raison du fait que seules les Intimées ont eu connaissance de l'existence de la décision du 25 juillet 2017, avant la date du 15 août 2017;
14. Les procureurs des Intimées (Me Bernard Boucher de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L. et Me Roger P. Simard de Dentons Canada LLP) ainsi que les procureurs du Contrôleur (Me Sylvain Rigaud de Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L.) ont fait savoir à la Requérante par écrit que leurs clients respectifs ne s'opposent pas à la demande en prolongation de délai, le tout tel qu'il appert mieux des courriels joints à la présente sous la cote **R-5**;
15. La Requérante demande donc au tribunal de bien vouloir prolonger le délai applicable pour obtenir la permission d'en appeler puisqu'elle ne doit pas subir un préjudice dans

leurs droits en raison de l'absence de connaissance du jugement et de sa teneur avant le 15 août 2017;

16. La Requérante demande au Tribunal d'abrégé le délai de dix (10) jours de calendrier pour la présentation de toute requête prévu au paragraphe 54 de l'ordonnance initiale amendée du 20 février 2015 dans la mesure du possible, ajoutant que, malgré le délai supplémentaire demandé, la Requérante fera tout en son possible pour présenter rapidement la requête pour permission d'en appeler et la déclaration d'appel à la Cour d'appel du Québec;

17. La présente requête est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

ACCUEILLIR la présente requête pour prolonger le délai d'appel de la décision rendue par l'honorable juge Stephen W. Hamilton le 25 juillet 2017;

ABRÉGER le délai de présentation de la présente requête;

PROLONGER le délai d'appel possible pour cette décision, au 5 septembre 2017, soit en calculant vingt et un jours à compter de la connaissance acquise de la décision le 15 août 2017 par la requérante;

RENDRE toute autre ordonnance qu'elle pourrait juger nécessaire;

LE TOUT, sans frais, sauf en cas de contestation.

Saguenay, le 22 août 2017

Maître François Bouchard

Courriel : francois.bouchard.@cainlamarre.ca

CAIN LAMARRE

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Téléphone : 418-545-4580

Télécopieur : 418-549-9590

Avocats de la Requérante

N/D : 10-15-1215

AVIS DE PRÉSENTATION

À : Me **BERNARD BOUCHER** (bernard.boucher@blakes.com)
Me **SÉBASTIEN GUY** (sebastien.guy@blakes.com)
BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.

600, boulevard Maisonneuve Ouest
Bureau 2200
Montréal (Québec) H3A 3J2

Me **ROGER P. SIMARD** (roger.simard@dentons.com)
DENTONS CANADA LLP

7, Place Ville Marie
39^e étage
Montréal (Québec) H3B 4M7

Procureurs des Intimées

À : Me **SYLVAIN RIGAUD** (sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com)
Me **CHRYSTAL ASHBY** (chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com)
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L.

1, Place Ville-Marie
Bureau 2500
Montréal (Québec) H3B 1R1

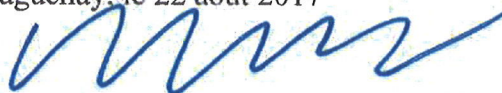
Procureurs du Contrôleur

À : **SERVICE LIST**

PRENEZ AVIS que la *Requête en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler* sera présentée pour adjudication devant l'honorable Stephen W. Hamilton, j.c.s., siégeant en chambre commerciale au Palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal, le 25 août 2017, à 9h30, par voie téléphonique.

VEUILLEZ VOUS GOUVERNER EN CONSÉQUENCE.

Saguenay, le 22 août 2017



Maître François Bouchard

Courriel : francois.bouchard.@cainlamarre.ca

CAIN LAMARRE

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Téléphone : 418-545-4580

Télécopieur : 418-549-9590

Avocats de la Requérante

N/D : 10-15-1215

CANADA

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

N° : 500-11-048114-157

**COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)**

**DANS L'AFFAIRE DE LA *LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C.
1985, CH. C-36***

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA
LIMITED ET CLIFFS QUÉBEC MINE DE
FER ULC, WABUSH IRON CO. LIMITED,
WABUSH RESOURCES INC.**

Intimées/Requérantes

et

**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE
FER DU LAC BLOOM, BLOOM LAKE
RAILWAY COMPANY LIMITED,
WABUSH MINES, ARNAUD RAILWAY
COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED**

Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

et

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

DÉCLARATION SOUS SERMENT DE FRANÇOIS BOUCHARD

Je, soussigné, François Bouchard, avocat, exerçant ma profession au sein de l'étude Cain Lamarre, située au 190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec), G7H 1R9, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis l'un des procureurs de la Requérante, Ville de Fermont dans la présente cause;
2. J'ai eu connaissance de la décision rendue le 25 juillet 2017 à la suite de la réception d'un courriel datant du 15 août 2017 provenant de Me Bernard Boucher, dont la décision était en pièce jointe;
3. En raison de l'absence de réception d'avis de jugement ou de correspondance de la Cour indiquant que la décision sur l'instance ayant eu lieu le 26 juin 2017 était rendue, j'étais dans la certitude que le jugement n'était pas encore rendu;
4. Aucun des avocats plaideurs de la Requérante et identifié sur la page 14 du jugement du 25 juillet dernier, soit Me Denis Cloutier, Me Jean-François Delisle et Me Gabriel Serena-Bélisle, n'ont reçu un avis de jugement ou eu connaissance qu'un jugement avait été rendu avant le 15 août 2017
5. Dès la prise de connaissance de la décision, j'ai indiqué à mes confrères, Me Bernard Boucher, Me Sylvain Rigaud et Me Roger P. Simard, et ce, à différents moments, de la possibilité pour notre cliente, la Requérante, d'aller en appel de la décision du fait que les revendications de notre cliente exposées lors de l'audition du 26 juin 2017 ont été rejetées par le Tribunal;
6. Suite à la prise de connaissance de la décision du 25 juillet 2017, j'ai procédé avec toute la diligence nécessaire afin d'introduire la présente requête le plus rapidement possible;
7. Tous les faits allégués dans la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :


FRANÇOIS BOUCHARD

Déclaré solennellement devant moi
à Saguenay, ce 22 août 2017


Commissaire à l'assermentation
pour le Québec



CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CHIEFS QUÉBEC
IRON MINING U.L.C.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

DÉCLARATION SOUS SERMENT DE FRANÇOIS BOUCHARD

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clcw.ca



190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-048114-157

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

DANS L'AFFAIRE DE LA *LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C.
1985, CH. C-36*

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA
LIMITED ET CLIFFS QUÉBEC MINE DE
FER ULC, WABUSH IRON CO. LIMITED,
WABUSH RESOURCES INC.

Intimées/Requérantes

et

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE
FER DU LAC BLOOM, BLOOM LAKE
RAILWAY COMPANY LIMITED,
WABUSH MINES, ARNAUD RAILWAY
COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises en cause

et

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

et

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

INVENTAIRES DES PIÈCES

(Au soutien de la Requête en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler)

- PIÈCE R-1** Copie du courriel datant du 15 août 2017 envoyé par Me Bernard Boucher;
- PIÈCE R-2** Copie du courriel datant du 16 août 2017 provenant de Me François Bouchard;
- PIÈCE R-3** Copie de courriels datant du 17 août et 20 août 2017 provenant de Me François Bouchard en liasse;
- PIÈCE R-4** Copie d'un extrait du plunitif daté du 21 août 2017 pour le dossier 500-11-048114-157.
- PIÈCE R-5** Copie de courriels datant du 21 août 2017 reçus par Me François Bouchard.

Saguenay, le 22 août 2017



CAIN LAMARRE
Avocats de la Requérante
N/D : 10-15-1215

François Bouchard

De: MESSIER, EDITH <EDITH.MESSIER@blakes.com> de la part de BOUCHER, BERNARD <BERNARD.BOUCHER@blakes.com>

Envoyé: 15 août 2017 10:11

À: nigel.meakin@fticonsulting.com; steven.bissell@fticonsulting.com; michael.basso@fticonsulting.com; evan.cobb@nortonrosefulbright.com; sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com; chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com; AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com; awinton@counsel-toronto.com; mgottlieb@counsel-toronto.com; gerry.apostolatos@langlois.ca; mdesrosiers@osler.com; mlaroche@millerthomson.com; brennanp@bennettjones.com; dimitri.maniatis@langlois.ca; daniel.baum@langlois.ca; gary.rivard@bcf.ca; jcuttler@kklex.com; jbellissimo@casselsbrock.com; kewallace@casselsbrock.com; audley.sheppard@cliffordchance.com; simon.greenberg@cliffordchance.com; karolina.rozycka@cliffordchance.com; eric.ouimet@bcf.ca; bertrand.giroux@bcf.ca; frederic.cote@bcf.ca; jsiwiec@perlaw.ca; arubinoff@perlaw.ca; abernard@fasken.com; bfarber@fasken.com; GLefebvre@blg.com; fgagnon@blg.com; a.provencher@sblavocats.com; François Bouchard; julien.collin@hcblegal.com; toddstanley@gov.nl.ca; lmorin@fasken.com; gmichaud@fasken.com; gmetcalfe@duntonrainville.com; TCliche@DuntonRainville.com; michael_axel@keybank.com; rschwill@dwpv.com; julie.lambert@cslships.com; besnier.avocats@cgocable.ca; shebert@millerthomson.com; dstolow@kklex.com; jmorissette@osler.com; wael.rostom@mcmillan.ca; Emile.Catimel-Marchand@mcmillan.ca; gmoftat@tgf.ca; roger.simard@dentons.com; louis.dumont@dentons.com; stephanieguay@bptavocats.com; dboudreault@plba.ca; hbesnier.bdr@cgocable.ca; claude.paquet@bcf.ca; rtalaifar@sangramoller.com; hsangra@sangramoller.com; pierre.lecavalier@justice.gc.ca; dmitchell@imk.ca; ahatnay@kmlaw.ca; jfbeaudry@plba.ca; MichaelPDelaney@gov.nl.ca; nick@scheib.ca; Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com; anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca; gquery@mccarthy.ca; mbourbonnais@mccarthy.ca; alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca; kpeddle@usw.ca; legcounsel@gov.nl.ca; Jean-François Delisle; njacobs@stewartmckelvey.com; jfgauvin@millerthomson.com; mduchesne@blg.com; otadlaoui@blg.com; isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca; michael.hanlon@mcmillan.ca; townmanager@wabush.ca; pbelanger@mccarthy.ca; jperreault@mccarthy.ca; mdorion@mccarthy.ca; lboulanger@mccarthy.ca; richard.laflamme@steinmonast.ca; dmandilaras@lavery.ca; pchang@morneaushepell.com; jvandarpe@morneaushepell.com; bquistgaard@pinklarkin.com; rpink@pinklarkin.com; bwalancik@kmlaw.ca; elizabeth-brown@hicksmorley.com; john-prezioso@hicksmorley.com; Me Guillaume Amiot; notification@mccarthy.ca; atardif@mccarthy.ca; marc.germain@steinmonast.ca; ddvu@stikeman.com; a.guerette@betonprovincial.com; antoine.beaudoin@steinmonast.ca; camille.roy@steinmonast.ca; martin.roy@steinmonast.ca; marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca; louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca; mbrodeur29@hotmail.com; atang@kmlaw.ca; chantal.comtois@justice.gc.ca; ministre@justice.gouv.qc.ca; jean-claude.gaudette@revenuquebec.ca; samir.hasnaoui@revenuquebec.ca; VJodoin@blg.com; Brigitte.roy@wspgroup.com; Notif-Montreal@revenuquebec.ca

Cc: GUY, SEBASTIEN; KRAVTSOV, ILIA; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO

Objet: RE: In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

Pièces jointes: Judgment July 25, 2017.pdf

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

Please find attached hereto the Order rendered on July 25, 2017 regarding the *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief*.

Veuillez trouver ci-joint l'ordonnance rendue le 25 juillet 2017 sur la requête intitulée «Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief».

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006



Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1 Place Ville Marie, Bureau 3000, Montréal (Québec) H3B 4N8
Tél. : 514-982-4000 Fax : 514-982-4099
blakes.com | [Twitter](#) | [Se désabonner](#)

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. | Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce

L'information paraissant dans ce message électronique est CONFIDENTIELLE. Si ce message vous est parvenu par erreur, veuillez immédiatement m'en aviser par téléphone ou par courriel, le supprimer et en détruire toute copie. Merci.

This email communication is CONFIDENTIAL AND LEGALLY PRIVILEGED. If you are not the intended recipient, please notify me at the telephone number shown above or by return email and delete this communication and any copy immediately. Thank you.

De : MESSIER, EDITH De la part de BOUCHER, BERNARD

Envoyé : 29 mai 2017 11:54

À : 'nigel.meakin@fticonsulting.com'; 'steven.bissell@fticonsulting.com'; 'ellen.dong@fticonsulting.com';
'michael.basso@fticonsulting.com'; 'evan.cobb@nortonrosefulbright.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com';
'chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com'; 'AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com'; 'awinton@counsel-toronto.com';
'mgottlieb@counsel-toronto.com'; 'gerry.apostolatos@langlois.ca'; 'mdesrosiers@osler.com';
'mlaroche@millerthomson.com'; 'brennanp@bennettjones.com'; 'dimitri.maniatis@langlois.ca'; 'daniel.baum@langlois.ca';
'gary.rivard@bcf.ca'; 'jcuttler@kklex.com'; 'jbellissimo@casselsbrock.com'; 'kewallace@casselsbrock.com';
'audley.sheppard@cliffordchance.com'; 'simon.greenberg@cliffordchance.com'; 'karolina.rozycka@cliffordchance.com';
'eric.ouimet@bcf.ca'; 'bertrand.giroux@bcf.ca'; 'frederic.cote@bcf.ca'; 'jsiwiec@perlaw.ca'; 'arubinoff@perlaw.ca';
'abernard@fasken.com'; 'bfarber@fasken.com'; 'GLefebvre@blg.com'; 'fgagnon@blg.com';
'a.provencher@sblavocats.com'; 'francois.bouchard@clcw.qc.ca'; 'julien.collin@hcblegal.com'; 'toddstanley@gov.nl.ca';
'lmorin@fasken.com'; 'gmichaud@fasken.com'; 'gmetcalfe@duntonrainville.com'; 'TCliche@DuntonRainville.com';
'michael_axel@keybank.com'; 'rschwill@dwpv.com'; 'julie.lambert@cslships.com'; 'besnier.avocats@cgocable.ca';
'shebert@millerthomson.com'; 'dstolow@kklex.com'; 'jmorissette@osler.com'; 'wael.rostom@mcmillan.ca'; 'Emile.Catimel-
Marchand@mcmillan.ca'; 'gmoftat@tgf.ca'; 'roger.simard@dentons.com'; 'louis.dumont@dentons.com';
'katherineboulianne@bptavocats.com'; 'dboudreault@plba.ca'; 'hbesnier.bdr@cgocable.ca'; 'claud.paquet@bcf.ca';
'rtalaifar@sangramoller.com'; 'hsangra@sangramoller.com'; 'pierre.lecavalier@justice.gc.ca'; 'dmitchell@imk.ca';

'ahatnay@kmlaw.ca'; 'jfbeaudry@plba.ca'; 'MichaelPDelaney@gov.nl.ca'; 'nick@scheib.ca';
'Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com'; 'anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'gquerry@mccarthy.ca';
'mbourbonnais@mccarthy.ca'; 'alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'kpeddle@usw.ca'; 'legcounsel@gov.nl.ca';
'jean.francois.delisle@clcw.ca'; 'njacobs@stewartmckelvey.com'; 'reynald.auger@langlois.ca';
'jfgauvin@millerthomson.com'; 'mduchesne@blg.com'; 'otadlaoui@blg.com'; 'isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca';
'michael.hanlon@mcmillan.ca'; 'townmanager@wabush.ca'; 'pbelanger@mccarthy.ca'; 'jperreault@mccarthy.ca';
'mdorion@mccarthy.ca'; 'Inboulanger@mccarthy.ca'; 'marc-andre.sansregret@langlois.ca';
'richard.laflamme@steinmonast.ca'; 'jysimard@lavery.ca'; 'dmandilaras@lavery.ca'; 'pchang@morneaushepell.com';
'jvadorpe@morneaushepell.com'; 'bquistgaard@pinklarkin.com'; 'rpink@pinklarkin.com'; 'bwalancik@kmlaw.ca';
'elizabeth-brown@hicksmorley.com'; 'john-prezioso@hicksmorley.com'; 'gamiot@avocatsbsl.com';
'notification@mccarthy.ca'; 'atardif@mccarthy.ca'; 'marc.germain@steinmonast.ca'; 'ddvu@stikeman.com';
'a.guerette@betonprovincial.com'; 'antoine.beaudoin@steinmonast.ca'; 'camille.roy@steinmonast.ca';
'martin.roy@steinmonast.ca'; 'marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca';
'louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca'; mbrodeur29@hotmail.com

Cc : GUY, SEBASTIEN; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO; KRAVTSOV, ILIA

Objet : RE: In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

Please note that the Petitioners' *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief* that was presentable on May 31, 2017 has been postponed and will be heard at the Montreal Courthouse on **June 26, 2017** at a time and in a room to be determined.

*Veillez prendre note que la Requête des Requérentes intitulée « Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief » qui était présentable le 31 mai 2017 a été remise et sera présentable au Palais de Justice de Montréal le **26 juin 2017**, à une heure et dans une salle à être déterminées.*

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006

De : MESSIER, EDITH **De la part de** BOUCHER, BERNARD

Envoyé : 20 mai 2017 11:19

À : 'nigel.meakin@fticonsulting.com'; 'steven.bissell@fticonsulting.com'; 'ellen.dong@fticonsulting.com';
'michael.basso@fticonsulting.com'; 'evan.cobb@nortonrosefulbright.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com';
'chrysal.ashby@nortonrosefulbright.com'; 'AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com'; 'awinton@counsel-toronto.com';
'mgottlieb@counsel-toronto.com'; 'gerry.apostolatos@langlois.ca'; 'mdesrosiers@osler.com';
'mlaroche@millerthomson.com'; 'brennanp@bennettjones.com'; 'dimitri.maniatis@langlois.ca'; 'daniel.baum@langlois.ca';
'gary.rivard@bcf.ca'; 'jcuttler@kklex.com'; 'jbellissimo@casselsbrock.com'; 'kewallace@casselsbrock.com';
'audley.sheppard@cliffordchance.com'; 'simon.greenberg@cliffordchance.com'; 'karolina.rozycka@cliffordchance.com';
'eric.ouimet@bcf.ca'; 'bertrand.giroux@bcf.ca'; 'frederic.cote@bcf.ca'; 'jsiwiec@perlaw.ca'; 'arubinoff@perlaw.ca';
'abernard@fasken.com'; 'bfarber@fasken.com'; 'GLefebvre@blg.com'; 'fgagnon@blg.com';
'a.provencher@sblavocats.com'; 'francois.bouchard@clcw.qc.ca'; 'julien.collin@hcblegal.com'; 'toddstanley@gov.nl.ca';

'lmorin@fasken.com'; 'gmichaud@fasken.com'; 'gmetcalfe@duntonrainville.com'; 'TCliche@DuntonRainville.com';
'michael_axel@keybank.com'; 'rschwill@dwpv.com'; 'julie.lambert@csllships.com'; 'besnier.avocats@cgocable.ca';
'shebert@millerthomson.com'; 'dstolow@kklex.com'; 'jmorissette@osler.com'; 'wael.rostom@mcmillan.ca'; 'Emile.Catimel-
Marchand@mcmillan.ca'; 'gmoffat@tgf.ca'; 'roger.simard@dentons.com'; 'louis.dumont@dentons.com';
'katherineboulianne@bptavocats.com'; 'dboudreault@plba.ca'; 'hbesnier.bdr@cgocable.ca'; 'claud.paquet@bcf.ca';
'rtalaifar@sangramoller.com'; 'hsangra@sangramoller.com'; 'pierre.lecavalier@justice.gc.ca'; 'dmitchell@imk.ca';
'ahatnay@kmlaw.ca'; 'jfbcaudry@plba.ca'; 'MichaelPDelaney@gov.nl.ca'; 'nick@scheib.ca';
'Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com'; 'anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'gquerry@mccarthy.ca';
'mbourbonnais@mccarthy.ca'; 'alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'kpeddle@usw.ca'; 'legcounsel@gov.nl.ca';
'jean.francois.delisle@clcw.ca'; 'njacobs@stewartmckelvey.com'; 'reynald.auger@langlois.ca';
'jfgauvin@millerthomson.com'; 'mduchesne@blg.com'; 'otadlaoui@blg.com'; 'isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca';
'michael.hanlon@mcmillan.ca'; 'townmanager@wabush.ca'; 'pbelanger@mccarthy.ca'; 'jperreault@mccarthy.ca';
'mdorion@mccarthy.ca'; 'lnboulanger@mccarthy.ca'; 'marc-andre.sansregret@langlois.ca';
'richard.laflamme@steinmonast.ca'; 'jysimard@lavery.ca'; 'dmandilaras@lavery.ca'; 'pchang@morneaushepell.com';
'jvadorpe@morneaushepell.com'; 'bquistgaard@pinklarkin.com'; 'rpink@pinklarkin.com'; 'bwalancik@kmlaw.ca';
'elizabeth-brown@hicksmorley.com'; 'john-prezioso@hicksmorley.com'; 'gamiot@avocatsbsl.com';
'notification@mccarthy.ca'; 'atardif@mccarthy.ca'; 'marc.germain@steinmonast.ca'; 'ddvu@stikeman.com';
'a.guerette@betonprovincial.com'; 'antoine.beaudoin@steinmonast.ca'; 'camille.roy@steinmonast.ca';
'martin.roy@steinmonast.ca'; 'marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca';
'louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca'; mbrodeur29@hotmail.com

Cc : GUY, SEBASTIEN; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO; KRAVTSOV, ILIA

Objet : In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

SERVICE BY EMAIL / SIGNIFICATION PAR COURRIEL

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

The present email constitutes service of the Petitioners' *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief* (the "**Motion**") and Exhibit R-1.

Please note that the Motion will be presentable at the Montreal Courthouse on **May 31, 2017** at **8:30 a.m.** in a room to be determined.

*Le présent courriel constitue la signification par la requérante d'une requête intitulée « Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief » (la "**Requête**") et la pièce R-1.*

*Veillez prendre note que la Requête sera présentable au Palais de Justice de Montréal le **31 mai 2017**, à **8 h 30** dans une salle à être déterminée.*

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING U.L.C.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

PIÈCE R-1

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clcw.ca



CAIN
LAMARRE
SÉNCR/L/AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

François Bouchard

De: François Bouchard
Envoyé: 16 août 2017 10:59
À: 'BOUCHER, BERNARD'
Objet: RE: In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

Cher Confrere,

Nous venons par l'envoi de votre courriel d'hier d'être informé pour la première fois de cette décision qui remonte au 25 juillet dernier.

Nous envisageons la possibilité de la porter en appel compte tenu qu'elle rejette les prétentions de notre cliente faites lors de l'audition de juin.

Pourriez-vous nous dire quand avez-vous reçu celle-ci?

Bien à vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca |



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCR | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau [TAGLaw](#) et hôte du congrès international 2017

De : MESSIER, EDITH [<mailto:EDITH.MESSIER@blakes.com>] **De la part de** BOUCHER, BERNARD

Envoyé : 15 août 2017 10:11

À : nigel.meakin@fticonsulting.com; steven.bissell@fticonsulting.com; michael.basso@fticonsulting.com; evan.cobb@nortonrosefulbright.com; sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com; chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com; AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com; awinton@counsel-toronto.com; mgottlieb@counsel-toronto.com; gerry.apostolatos@langlois.ca; mdesrosiers@osler.com; mlaroche@millერთhompson.com; brennanp@bennettjones.com; dimitri.maniatis@langlois.ca; daniel.baum@langlois.ca; gary.rivard@bcf.ca; jcuttler@kklex.com; jbellissimo@casselsbrock.com; kewallace@casselsbrock.com; audley.sheppard@cliffordchance.com; simon.greenberg@cliffordchance.com; karolina.rozycka@cliffordchance.com; eric.ouimet@bcf.ca; bertrand.giroux@bcf.ca; frederic.cote@bcf.ca; jsiwiec@perlaw.ca; arubinoff@perlaw.ca; abernard@fasken.com; bfarber@fasken.com; GLefebvre@blg.com; fgagnon@blg.com; a.provencher@sblavocats.com; François Bouchard; julien.collin@hcblegal.com; toddstanley@gov.nl.ca; lmorin@fasken.com; gmichaud@fasken.com; gmetcalfe@duntonrainville.com; TCliche@DuntonRainville.com; michael_axel@keybank.com; rschwill@dwppv.com; julie.lambert@cslships.com; besnier.avocats@cgocable.ca; shebert@millერთhompson.com; dstolow@kklex.com; jmorissette@osler.com; wael.rostom@mcmillan.ca; Emile.Catimel-Marchand@mcmillan.ca; gmoftat@tgf.ca;

roger.simard@dentons.com; louis.dumont@dentons.com; stephanieguay@bptavocats.com; dboudreault@plba.ca; hbesnier.bdr@cgocable.ca; claude.paquet@bcf.ca; rtalaifar@sangramoller.com; hsangra@sangramoller.com; pierre.lecavalier@justice.gc.ca; dmitchell@imk.ca; ahatay@kmlaw.ca; jfbeaudry@plba.ca; MichaelPDelaney@gov.nl.ca; nick@scheib.ca; Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com; anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca; gquerry@mccarthy.ca; mbourbonnais@mccarthy.ca; alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca; kpeddle@usw.ca; legcounsel@gov.nl.ca; Jean-François Delisle; njacobs@stewartmckelvey.com; jfgauvin@millerthomson.com; mduchesne@blg.com; otadlaoui@blg.com; isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca; michael.hanlon@mcmillan.ca; townmanager@wabush.ca; pbelanger@mccarthy.ca; jperreault@mccarthy.ca; mdorion@mccarthy.ca; lboulanger@mccarthy.ca; richard.laflamme@steinmonast.ca; dmandilaras@lavery.ca; pchang@morneaushepell.com; jvadorpe@morneaushepell.com; bquistgaard@pinklarkin.com; rpink@pinklarkin.com; bwalancik@kmlaw.ca; elizabethbrown@hicksmorley.com; john-prezioso@hicksmorley.com; Me Guillaume Amiot; notification@mccarthy.ca; atardif@mccarthy.ca; marc.germain@steinmonast.ca; dduv@stikeman.com; a.guerette@betonprovincial.com; antoine.beaudoin@steinmonast.ca; camille.roy@steinmonast.ca; martin.roy@steinmonast.ca; marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca; louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca; mbrodeur29@hotmail.com; atang@kmlaw.ca; chantal.comtois@justice.gc.ca; ministre@justice.gouv.qc.ca; jean-claude.gaudette@revenuquebec.ca; samir.hasnaoui@revenuquebec.ca; VJodoin@blg.com; Brigitte.roy@wspgroup.com; Notif-Montreal@revenuquebec.ca
Cc : GUY, SEBASTIEN; KRAVTSOV, ILIA; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO
Objet : RE: In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

Please find attached hereto the Order rendered on July 25, 2017 regarding the *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief*.

Veillez trouver ci-joint l'ordonnance rendue le 25 juillet 2017 sur la requête intitulée «Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief».

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006



Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1 Place Ville Marie, Bureau 3000, Montréal (Québec) H3B 4N8
Tél. : 514-982-4000 Fax : 514-982-4099
blakes.com | [Twitter](#) | [Se désabonner](#)

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. | Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce
L'information paraissant dans ce message électronique est CONFIDENTIELLE. Si ce message vous est parvenu par erreur, veuillez immédiatement m'en aviser par téléphone ou par courriel, le supprimer et en détruire toute copie. Merci.

This email communication is CONFIDENTIAL AND LEGALLY PRIVILEGED. If you are not the intended recipient, please notify me at the telephone number shown above or by return email and delete this communication and any copy immediately. Thank you.

De : MESSIER, EDITH **De la part de** BOUCHER, BERNARD

Envoyé : 29 mai 2017 11:54

À : 'nigel.meakin@fticonsulting.com'; 'steven.bissell@fticonsulting.com'; 'ellen.dong@fticonsulting.com'; 'michael.basso@fticonsulting.com'; 'evan.cobb@nortonrosefulbright.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com'; 'chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com'; 'AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com'; 'awinton@counsel-toronto.com'; 'mgottlieb@counsel-toronto.com'; 'gerry.apostolatos@langlois.ca'; 'mdesrosiers@osler.com'; 'mlaroche@millerthomson.com'; 'brennanp@bennettjones.com'; 'dimitri.maniatis@langlois.ca'; 'daniel.baum@langlois.ca'; 'gary.rivard@bcf.ca'; 'jcuttler@kklex.com'; 'jbellissimo@casselsbrock.com'; 'kewallace@casselsbrock.com'; 'audley.sheppard@cliffordchance.com'; 'simon.greenberg@cliffordchance.com'; 'karolina.rozycka@cliffordchance.com'; 'eric.ouimet@bcf.ca'; 'bertrand.giroux@bcf.ca'; 'frederic.cote@bcf.ca'; 'jsiwiec@perlaw.ca'; 'arubinoff@perlaw.ca'; 'abernard@fasken.com'; 'bfarber@fasken.com'; 'GLefebvre@blg.com'; 'fgagnon@blg.com'; 'a.provencher@sblavocats.com'; 'francois.bouchard@clcw.qc.ca'; 'julien.collin@hcblegal.com'; 'toddstanley@gov.nl.ca'; 'lmorin@fasken.com'; 'gmichaud@fasken.com'; 'gmetcalfe@duntonrainville.com'; 'TCliche@DuntonRainville.com'; 'michael_axel@keybank.com'; 'rschwill@dwpv.com'; 'julie.lambert@cslships.com'; 'besnier.avocats@cgocable.ca'; 'shebert@millerthomson.com'; 'dstolow@kklex.com'; 'jmorissette@osler.com'; 'wael.rostom@mcmillan.ca'; 'Emile.Catimel-Marchand@mcmillan.ca'; 'gmoftat@tgf.ca'; 'roger.simard@dentons.com'; 'louis.dumont@dentons.com'; 'katherineboulianne@bptavocats.com'; 'dboudreault@plba.ca'; 'hbesnier.bdr@cgocable.ca'; 'claud.paque@bcf.ca'; 'rtalaifar@sangramoller.com'; 'hsangra@sangramoller.com'; 'pierre.lecavalier@justice.gc.ca'; 'dmitchell@imk.ca'; 'ahatnay@kmlaw.ca'; 'jfbeaudry@plba.ca'; 'MichaelPDelaney@gov.nl.ca'; 'nick@scheib.ca'; 'Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com'; 'anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'gquerry@mccarthy.ca'; 'mbourbonnais@mccarthy.ca'; 'alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'kpeddle@usw.ca'; 'legcounsel@gov.nl.ca'; 'jean.francois.delisle@clcw.ca'; 'njacobs@stewartmckelvey.com'; 'reynald.auger@langlois.ca'; 'jfgauvin@millerthomson.com'; 'mduchesne@blg.com'; 'otadlaoui@blg.com'; 'isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca'; 'michael.hanlon@mcmillan.ca'; 'townmanager@wabush.ca'; 'pbelanger@mccarthy.ca'; 'jperreault@mccarthy.ca'; 'mdorion@mccarthy.ca'; 'lnboulanger@mccarthy.ca'; 'marc-andre.sansregret@langlois.ca'; 'richard.laflamme@steinmonast.ca'; 'jysimard@lavery.ca'; 'dmandilaras@lavery.ca'; 'pchang@morneaushepell.com'; 'jvandorpe@morneaushepell.com'; 'bquistgaard@pinklarkin.com'; 'rpink@pinklarkin.com'; 'bwalancik@kmlaw.ca'; 'elizabeth-brown@hicksmorley.com'; 'john-prezioso@hicksmorley.com'; 'gamiot@avocatsbsl.com'; 'notification@mccarthy.ca'; 'atardif@mccarthy.ca'; 'marc.germain@steinmonast.ca'; 'ddvu@stikeman.com'; 'a.guerette@betonprovincial.com'; 'antoine.beaudoin@steinmonast.ca'; 'camille.roy@steinmonast.ca'; 'martin.roy@steinmonast.ca'; 'marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca'; 'louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca'; mbrodeur29@hotmail.com

Cc : GUY, SEBASTIEN; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO; KRAVTSOV, ILIA

Objet : RE: In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

Please note that the Petitioners' *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief* that was presentable on May 31, 2017 has been postponed and will be heard at the Montreal Courthouse on **June 26, 2017** at a time and in a room to be determined.

*Veillez prendre note que la Requête des Requérantes intitulée « Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief » qui était présentable le 31 mai 2017 a été remise et sera présentable au Palais de Justice de Montréal le **26 juin 2017**, à une heure et dans une salle à être déterminées.*

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006

De : MESSIER, EDITH **De la part de** BOUCHER, BERNARD

Envoyé : 20 mai 2017 11:19

À : 'nigel.meakin@fticonsulting.com'; 'steven.bissell@fticonsulting.com'; 'ellen.dong@fticonsulting.com';
'michael.basso@fticonsulting.com'; 'evan.cobb@nortonrosefulbright.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com';
'chrysal.ashby@nortonrosefulbright.com'; 'AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com'; 'awinton@counsel-toronto.com';
'mgottlieb@counsel-toronto.com'; 'gerry.apostolatos@langlois.ca'; 'mdesrosiers@osler.com';
'mlaroche@millerthomson.com'; 'brennanp@bennettjones.com'; 'dimitri.maniatis@langlois.ca'; 'daniel.baum@langlois.ca';
'gary.rivard@bcf.ca'; 'jcuttler@kklex.com'; 'jbellissimo@casselsbrock.com'; 'kewallace@casselsbrock.com';
'audley.sheppard@cliffordchance.com'; 'simon.greenberg@cliffordchance.com'; 'karolina.rozycka@cliffordchance.com';
'eric.ouimet@bcf.ca'; 'bertrand.giroux@bcf.ca'; 'frederic.cote@bcf.ca'; 'jsiwiec@perlaw.ca'; 'arubinoff@perlaw.ca';
'abernard@fasken.com'; 'bfarber@fasken.com'; 'GLefebvre@blg.com'; 'fgagnon@blg.com';
'a.provencher@sblavocats.com'; 'francois.bouchard@clcw.qc.ca'; 'julien.collin@hcblegal.com'; 'toddstanley@gov.nl.ca';
'lmorin@fasken.com'; 'gmichaud@fasken.com'; 'gmetcalfe@duntonrainville.com'; 'TCliche@DuntonRainville.com';
'michael_axel@keybank.com'; 'rschwill@dwvpv.com'; 'julie.lambert@csllships.com'; 'besnier.avocats@cgocable.ca';
'shebert@millerthomson.com'; 'dstolow@kklex.com'; 'jmorissette@osler.com'; 'wael.rostom@mcmillan.ca'; 'Emile.Catimel-
Marchand@mcmillan.ca'; 'gmoftat@tgf.ca'; 'roger.simard@dentons.com'; 'louis.dumont@dentons.com';
'katherineboulianne@bptavocats.com'; 'dboudreault@plba.ca'; 'hbesnier.bdr@cgocable.ca'; 'claupe.paquet@bcf.ca';
'rtalaifar@sangramoller.com'; 'hsangra@sangramoller.com'; 'pierre.lecavalier@justice.gc.ca'; 'dmitchell@imk.ca';
'ahatnay@kmlaw.ca'; 'jfboudry@plba.ca'; 'MichaelPDelaney@gov.nl.ca'; 'nick@scheib.ca';
'Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com'; 'anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'gquerry@mccarthy.ca';
'mbourbonnais@mccarthy.ca'; 'alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'kpeddle@usw.ca'; 'legcounsel@gov.nl.ca';
'jean.francois.delisle@clcw.ca'; 'njacobs@stewartmckelvey.com'; 'reynald.auger@langlois.ca';
'jfgauvin@millerthomson.com'; 'mduchesne@blg.com'; 'otadlaoui@blg.com'; 'isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca';
'michael.hanlon@mcmillan.ca'; 'townmanager@wabush.ca'; 'pbelanger@mccarthy.ca'; 'jperreault@mccarthy.ca';
'mdorion@mccarthy.ca'; 'lnboulanger@mccarthy.ca'; 'marc-andre.sansregret@langlois.ca';
'richard.laflamme@steinmonast.ca'; 'jysimard@lavery.ca'; 'dmandilaras@lavery.ca'; 'pchang@morneaushepell.com';
'jvadorpe@morneaushepell.com'; 'bquistgaard@pinklarkin.com'; 'rpink@pinklarkin.com'; 'bwalancik@kmlaw.ca';
'elizabeth-brown@hicksomorley.com'; 'john-prezioso@hicksomorley.com'; 'gamiot@avocatsbsl.com';
'notification@mccarthy.ca'; 'atardif@mccarthy.ca'; 'marc.germain@steinmonast.ca'; 'ddvu@stikeman.com';
'a.guerette@betonprovincial.com'; 'antoine.beaudoin@steinmonast.ca'; 'camille.roy@steinmonast.ca';
'martin.roy@steinmonast.ca'; 'marie-josée.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca';
'louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca'; mbrodeur29@hotmail.com

Cc : GUY, SEBASTIEN; WEISZ, STEVEN; CHOW, MILLY; SHALVIRI, ARYO; KRAVTSOV, ILIA

Objet : In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: Bloom Lake General Partner Limited & al. (500-11-048114-157)

SERVICE BY EMAIL / SIGNIFICATION PAR COURRIEL

*In the Matter of the Plan of Compromise or Arrangement of:
Bloom Lake General Partner Limited & al.
S.C.M.: 500-11-048114-157*

Re.: Motion for the issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

The present email constitutes service of the Petitioners' *Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief* (the "**Motion**") and Exhibit R-1.

Please note that the Motion will be presentable at the Montreal Courthouse on May 31, 2017 at **8:30 a.m.** in a room to be determined.

*Le présent courriel constitue la signification par la requérante d'une requête intitulée «Motion for the Issuance of an Order approving the Allocation Methodology and other relief » (la "**Requête**") et la pièce R-1.*

*Veillez prendre note que la Requête sera présentable au Palais de Justice de Montréal le 31 mai 2017, à **8 h 30** dans une salle à être déterminée.*

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109
N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING ULC.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

PIÈCE R-2

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clew.ca



CAIN
LAMARRE
SÉNCR.L./AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

François Bouchard

De: François Bouchard
Envoyé: 17 août 2017 07:02
À: bernard.boucher@blakes.com
Cc: 'roger.simard@dentons.com'
Objet: Suivi a votre appel

Cher Confrere,

J ai pris connaissance de votre message laissé sur ma boite vocale et nous vous en remercions.

Je fais rapport a ma cliente et vous reviens au sujet de l appel possible.


Je note toutefois, a moins d indication précise de votre part, que le délai d appel serait de 21 jours (a.14 alinéa 2 LAAC) plutôt que de 15 jours.

Nous avons eu connaissance de la décision par votre envoi du 15 aout dernier.

Bien a vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca | 



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SÉNCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau TAGLaw et hôte du congrès international 2017

François Bouchard

De: François Bouchard
Envoyé: 20 août 2017 07:52
À: bernard.boucher@blakes.com
Cc: roger.simard@dentons.com; 'Rigaud, Sylvain'
Objet: TR: Suivi a votre appel


Cher Confrere,

Nous devons parler a notre cliente lundi pour afin de convenir d un appel possible de la décision de l honorable Juge Hamilton rendue le 25 juillet dans le dossier 500-11-048114-157 mais dont on a été informé par vous mardi le 15 aout dernier, comme déjà indiqué le 16 aout.

Bien a vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca | 



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau [TAGLaw](#) et hôte du congrès international 2017

De : François Bouchard
Envoyé : 17 août 2017 07:02
À : bernard.boucher@blakes.com
Cc : 'roger.simard@dentons.com'
Objet : Suivi a votre appel

Cher Confrere,

J ai pris connaissance de votre message laissé sur ma boite vocale et nous vous en remercions.

Je fais rapport a ma cliente et vous reviens au sujet de l appel possible.

Je note toutefois, a moins d indication précise de votre part, que le délai d appel serait de 21 jours (a.14 alinéa 2 LAAC) plutôt que de 15 jours.

Nous avons eu connaissance de la décision par votre envoi du 15 aout dernier.

Bien a vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca |



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau [TAGLaw](#) et hôte du congrès international 2017

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109
N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING ULC.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

PIÈCE R-3

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clcw.ca



CAIN
LAMARRE
SENCR.L./AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

Nom de l'utilisateur: Ghislaine Deschênes
 Numéro de dossier: 10-15-1215
 Plumitif civil

2017-08-21 10:08
 Numéro de dossier: 500-11-048114-157

REQ: BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED ET AL
 AVO: BLAKE CASSELS & GRAYDON

DEB:

SYN:

NAT. LOI ARRANGE. CREANCIERS & CIE.		\$0,00
J M A NO		
27-01-2015	1	REQ INTRO INSTANCE (EX COUR) COUR: 27 JANVIER 2015
29-01-2015	2	COMPARUTION BCF S E N C R L
27-01-2015	3 P	REQ INTRO SIGNIFIEE FOR ISSUANCE INITIAL ORDER SALLE 16.10 A 9H00 DATE SIGN: 27-01-2015
	4	PROCES-VERBAL PRATIQUE CASTONGUAY MARTIN /003 ORDONNANCE SIGNEE CE JOUR
05-02-2015	5	COMPARUTION KUGLER KANDESTIN & AL
06-02-2015	6 P	REQ/DEM AUTORISATION OF SPECIAL MODE OF SERVICE SALLE 16.12 A 9H15 PAR COURRIER FEDEX OU PURO
	7	PIÈCES
	8	JUGEMENT REQ/DEM LALONDE JEAN YVES 06-02-2015
	9	PROCES-VERBAL PRATIQUE LALONDE JEAN YVES /006 ACCORDE
11-02-2015	10	COMPARUTION BORDEN LADNER GERVAIS S E N C
	10	COMPARUTION BORDEN LADNER GERVAIS S E N C
12-02-2015	11	COMPARUTION QUEBEC NORTH SHORE AND LABRADO
13-02-2015	12	CONTESTATION BANQUE SCOTIA
	13	PIÈCES
	14 P	REQUETE BORDEN LADNER GERVAIS S E N C 19-02-2016
	15	PIÈCES
	16 P	REQUETE BORDEN LADNER GERVAIS S E N C 19-02-2016
19-02-2015	17	PIÈCES
	18 P	REQ EXTENSION DELAI THE STAY PERIOD & SALLE 16.10 A 9H00 AMENDING THE INITIAL ORDER
	19	PIÈCES
18-02-2015	20	COMPARUTION CAIN LAMARRE & AL
19-02-2015	21	PIÈCES
20-02-2015	22	COMPARUTION AVOCATS BSL INC
	23 P	REQUETE LEVER TEMP.SUSPENSION PROC. SALLE 2.03 A 9H00 CONSTRUCTION L.F.G INC.

22-06-2017	539	GROUPE UNNU-EBC S.E.N.C. RÉPONSE PROCUREUR GENERAL DU CANADA FINANCIERES	MC -004 PAR AVOCAT SURINTENDANT DES INSTITUTIONS OP -001
	540 P	REQ/DEM REJET BLAKE CASSELS & GRAYDON SALLE 0.00 A 9H00 REQUEST & OBTAIN COPIES THIRTY-EIGHTH REPORT FTI CONSULTING CANADA INC	MOTION FOR ORDER ENJOINING CCAA PARTIES 26-06-2017
26-06-2017	541	RÉPONSE VAILLANCOURT & CLOCCHIATTI	SUBMITTED BY PAR AVOCAT RETRAITE QUEBEC
21-06-2017	543	RÉPONSE PHILION LEBLANC BEAUDRY	PAR AVOCAT SYNDICAT DES METALLOS SEC TION
	543	RÉPONSE PHILION LEBLANC BEAUDRY	PAR AVOCAT SYNDICAT DES METALLOS SEC TION
28-06-2017	544	AVIS CESSER OCCUPER LEBEL DAMIEN	MC -041
	544	AVIS CESSER OCCUPER JOHNSON NEIL	MC -042
	544	AVIS CESSER OCCUPER KEEPER MICHAEL	MC -031
	544	AVIS CESSER OCCUPER WATT TERENCE	MC -032
	545 P	OPPOSITION BCF S E N C R L SALLE 0.00 A 9H00 /535 & VESTING	TO MOTION ORDO APPROVAL MFC BANCORP LTD 26-06-2017 DATE SIGN: 22-06-2017
10-07-2017	546	PROCES-VERBAL PRATIQUE 26-06-2017	HAMILTON STEPHEN W /535 JUGT SIGNE
10-07-2017	546	PROCES-VERBAL PRATIQUE HAMILTON STEPHEN W /516	DÉLIBÉRÉ 26-06-2017
	546	PROCES-VERBAL PRATIQUE 26-06-2017	HAMILTON STEPHEN W /531 ET REQ. #380 REMIS
	547	JUGEMENT HAMILTON STEPHEN W 26-06-2017	RENDU ACCORDEE 500-00-009976-175
	548	ASSIGNMENT ORDER JUGEMENT HAMILTON STEPHEN W 26-06-2017	RENDU ACCORDEE 500-00-009975-177
	549	/535 APPROVAL AND VESTING ORDE JUGEMENT RENDU ACCORDEE 26-06-2017	HAMILTON STEPHEN W JUSQU'AU 30 NOV 2017 500-00-009974-170
10-07-2017	550	EXTENDING STAY PERIOD PROCES-VERBAL PRATIQUE 28-06-2017	HAMILTON STEPHEN W /531 SIGNE PROJET JUGT
	550	PROCES-VERBAL PRATIQUE 28-06-2017	HAMILTON STEPHEN W /494 CONT AU 29 JUIN 2017
	551	JUGEMENT HAMILTON STEPHEN W 28-06-2017	RENDU ACCORDEE 500-00-009973-172
	552 P	/531 REQ/DEM AUTORISATION NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S 19-07-2017	ENTER INTO TOLLING AGREEM SALLE 0.00 A 9H30
	553	PIÈCES	R1 A' R3
29-06-2017	554	PROCES-VERBAL PRATIQUE HAMILTON STEPHEN W /494	DÉLIBÉRÉ 29-06-2017
19-07-2017	555	CERT DU SEQUESTRE	
24-07-2017	556	PROCES-VERBAL PRATIQUE HAMILTON STEPHEN W	SIGNE ORDO SEANCE TENANTE 19-07-2017
24-07-2017	556	PROCES-VERBAL PRATIQUE	SIGNE ORDO SEANCE TENANTE

		HAMILTON STEPHEN W	19-07-2017
		/552	
556		PROCES-VERBAL PRATIQUE	REMISE AU 231117
		HAMILTON STEPHEN W	19-07-2017
		/380	
556		PROCES-VERBAL PRATIQUE	REMIS AU 11-12/09/17
		HAMILTON STEPHEN W	19-07-2017
		/247	
01-08-2017	557	JUGEMENT	RENDU
		HAMILTON STEPHEN W	ACCORDEE
		25-07-2017	500-00-011038-170
		/516	
04-08-2017	558	AVIS DE JUGEMENT	01-08-2017
FIN			

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CREANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFRS QUÉBEC
IRON MINING ULC.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

PIÈCE R-4

N/D : FBO-10-15-1215
Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clcw.ca



**CAIN
LAMARRE**
SENCR/L/AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

François Bouchard

De: MESSIER, EDITH <EDITH.MESSIER@blakes.com> de la part de BOUCHER, BERNARD <BERNARD.BOUCHER@blakes.com>
Envoyé: 21 août 2017 16:55
À: François Bouchard
Cc: MESSIER, EDITH
Objet: RE: Demande d appel

Cher collègue,

Nous vous confirmons que nous n'avons aucune objection à ce que vous obteniez un délai supplémentaire pour produire une requête pour permission d'appeler.

Salutations,

Bernard Boucher
Associé/Partner
bernard.boucher@blakes.com
T : 514-982-4006



Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1 Place Ville Marie, Bureau 3000, Montréal (Québec) H3B 4N8
Tél. : 514-982-4000 Fax : 514-982-4099
blakes.com | [Twitter](#) | [Se désabonner](#)

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. | Avocats | Agents de brevets et de marques de commerce
L'information paraissant dans ce message électronique est CONFIDENTIELLE. Si ce message vous est parvenu par erreur, veuillez immédiatement m'en aviser par téléphone ou par courriel, le supprimer et en détruire toute copie. Merci.

This email communication is CONFIDENTIAL AND LEGALLY PRIVILEGED. If you are not the intended recipient, please notify me at the telephone number shown above or by return email and delete this communication and any copy immediately. Thank you.

De : François Bouchard [mailto:francois.bouchard@cainlamarre.ca]
Envoyé : 21 août 2017 16:17
À : MESSIER, EDITH
Objet : TR: Demande d appel

Cher Collègue,

En l'absence peut-être de votre associé Me Bernard Boucher, pourriez-vous me donner un suivi rapide au courriel ci-bas?

Bien à vous

 CAIN LAMARRE

François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau TAGLaw et hôte du congrès international 2017

De : François Bouchard
Envoyé : 21 août 2017 14:35
À : bernard.boucher@blakes.com; 'Rigaud, Sylvain'
Cc : roger.simard@dentons.com
Objet : Demande d appel

Chers Collegues,

Nous avons eu mandat d aller en permission d en appeler sur le jugement rendu par l honorable Juge Hamilton le 25 juillet dernier.

Compte tenu que nous n avons été informé du jugement que le 15 aout de la semaine derniere,il nous faut obtenir une prolongation de délai sur l appel.

J ai compris d un appel recu par Me Boucher le 16 aout qu il n.En est-il de meme pour Me Rigaud et Me Simard?

La secrétaire du juge nous indique que cela serait utile pour le juge afin de fixer une date d audition.


Nous pensons demander l équivalent du délai de 21 jours a compter du 15 aout dernier, a moins d une objection de votre part.

Merci de votre réponse rapide afin faire le suivi par requete au cours des heures qui suivent.

Bien a vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca | 



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau TAGLaw et hôte du congrès international 2017



François Bouchard

De: Rigaud, Sylvain <sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com>
Envoyé: 21 août 2017 15:07
À: François Bouchard
Cc: bernard.boucher@blakes.com; roger.simard@dentons.com; Ashby, Chrystal
Objet: Re: Demande d appel

Pas d'objection de la part du Contrôleur.
Veuillez copier Me Ashby sur toute requête ou échange en mon absence.
Salutations,
Sylvain Rigaud

Envoyé de mon iPhone

Le 21 août 2017 à 14:36, François Bouchard <francois.bouchard@cainlamarre.ca> a écrit :

Chers Collegues,

Nous avons eu mandat d aller en permission d en appeler sur le jugement rendu par l honorable Juge Hamilton le 25 juillet dernier.

Compte tenu que nous n avons été informé du jugement que le 15 aout de la semaine derniere,il nous faut obtenir une prolongation de délai sur l appel.

J ai compris d un appel recu par Me Boucher le 16 aout qu il n entendait pas s objecter a ce que nous puissions profiter d un délai supplémentaire.En est-il de meme pour Me Rigaud et Me Simard?

La secrétaire du juge nous indique que cela serait utile pour le juge afin de fixer une date d audition.

Nous pensons demander l équivalent du délai de 21 jours a compter du 15 aout dernier, a moins d une objection de votre part.

Merci de votre réponse rapide afin faire le suivi par requete au cours des heures qui suivent.

Bien a vous

<image008.jpg>

François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 <image009.jpg> F 418 549-
9590 <image009.jpg> cainlamarre.ca <image009.jpg> <image010.png>

<image007.png>

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expé et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not t intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Le droit à l'échelle mondiale
Law around the world
nortonrosefulbright.com

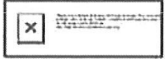
AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce courriel est confidentiel et peut être protégé par le secret professionnel. Si vous n'en êtes pas le destinataire visé, veuillez en aviser l'expéditeur immédiatement et le supprimer.

CONFIDENTIALITY NOTICE: This email is confidential and may be privileged. If you are not the intended recipient please notify the sender immediately and delete it.

François Bouchard

De: Simard, Roger P. <roger.simard@dentons.com>
Envoyé: 21 août 2017 14:43
À: François Bouchard; bernard.boucher@blakes.com; Rigaud, Sylvain
Objet: RE: Demande d appel

Je n'ai aucune objection. Par ailleurs, ma cliente Cliffs Québec Mining n'est pas intervenue et n'avait aucun intérêt dans cette procédure. Je n'ai donc pas à recevoir signification autrement que par le service list.



Roger P. Simard

Associé

D +1 514 878 5834 | C +1 514 984 3391
roger.simard@dentons.com
Bio | Site Web

Dentons Canada S.E.N.C.R.L.
1, Place Ville Marie, bureau 3900 Montréal (Québec) H3B 4M7 Canada

大成 Salans FMC SNR Denton McKenna Long

Dentons est un cabinet d'avocats mondial qui fournit des services à sa clientèle par l'intermédiaire de ses cabinets membres et des membres de son groupe partout dans le monde. Le présent courriel peut être confidentiel et protégé par un privilège en droit. Si vous l'avez reçu par erreur, il vous est interdit de le communiquer, de le copier, de le distribuer ou de l'utiliser; veuillez nous en informer sans délai et le supprimer de vos réseaux. Pour mettre à jour vos préférences relatives aux messages électroniques commerciaux, veuillez envoyer un courriel à dentonsinsightsca@dentons.com ou visiter notre site Web. Veuillez consulter les avis juridiques à l'adresse dentons.com.

De : François Bouchard [<mailto:francois.bouchard@cainlamarre.ca>]

Envoyé : 21-août-17 14:36

À : bernard.boucher@blakes.com; Rigaud, Sylvain

Cc : Simard, Roger P.

Objet : Demande d appel

Chers Collegues,

Nous avons eu mandat d aller en permission d en appeler sur le jugement rendu par l honorable Juge Hamilton le 25 juillet dernier.

Compte tenu que nous n avons été informé du jugement que le 15 aout de la semaine derniere,il nous faut obtenir une prolongation de délai sur l appel.

J ai compris d un appel reçu par Me Boucher le 16 aout qu il n entendait pas s objecter a ce que nous puissions profiter d un délai supplémentaire.En est-il de meme pour Me Rigaud et Me Simard?

La secrétaire du juge nous indique que cela serait utile pour le juge afin de fixer une date d audition.

Nous pensons demander l équivalent du délai de 21 jours a compter du 15 aout dernier, a moins d une objection de votre part.

Merci de votre réponse rapide afin faire le suivi par requete au cours des heures qui suivent.

Bien a vous



François Bouchard, M.A., M.Env.
Avocat associé

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca |



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Membre du réseau [TAGLaw](#) et hôte du congrès international 2017

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING U.L.C.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

PIÈCE R-5

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont
Courriel : francois.bouchard@clcw.ca



CAIN
LAMARRE
SENCR L/AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418 549-9590

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING ULC.

Intimés/Requérants

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINÈRE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

INVENTAIRES DES PIÈCES

*(Au soutien de la Requête en prolongation du délai pour
demander la permission d'en appeler)*

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont

Courriel : francois.bouchard@clew.ca



**CAIN
LAMARRE**
SÉNÉGAL AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Téléphone : 418-545-4580

Télécopieur : 418 549-9590

CANADA

COUR SUPÉRIEURE (Chambre commerciale)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Code : BF 0109

N° : 500-11-048114-157

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES
CRÉANCIERS DES COMPAGNIES, L.R.C. (1985), c. C-36

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED, QUINTO MINING
CORPORATION, 8568391 CANADA LIMITED AND CLIFFS QUÉBEC
IRON MINING ULC.

Intimées/Requérantes

-Et-

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM,
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED, WABUSH MINES,
ARNAUD RAILWAY COMPANY, WABUSH LAKE RAILWAY
COMPANY LIMITED

Mises-en-cause

-Et-

FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

-et-

VILLE DE FERMONT

Requérante/Opposante

REQUÊTE EN EN PROLONGATION DU DÉLAI POUR DEMANDER

LA PERMISSION D'EN APPELER

*(Articles 13 et 14 de la Loi sur les arrangements avec les
créanciers des compagnies)*

N/D : FBO-10-15-1215

Me François Bouchard, procureurs de la Ville de Fermont

Courriel : francois.bouchard@clew.ca



**CAIN
LAMARRE**
S EN C R L / AVOCATS

190, rue Racine Est, bureau 300

Saguenay (Québec) G7H 1R9

Téléphone : 418-545-4580

Télécopieur : 418 549-9590

Catherine Pedneault

De: Catherine Pedneault
Envoyé: 22 août 2017 10:31
À: 'bernard.boucher@blakes.com'; 'sebastien.guy@blakes.com'; 'roger.simard@dentons.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com'; 'Chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com'
Objet: Notification par courriel - In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: The Bloom Lake Iron Ore Mine Limited Partnership & al (500-11-048114-157) O/F: FBO-10-15-1215
Pièces jointes: 20170822_Procédure_RequêteProlongationDélaiPermissionAppeler_FBO_10151215.pdf

NATURE DE LA PROCÉDURE : Requête en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler (Articles 13 et 14 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*) et Pièces R-1 à R-5

EXPÉDITEUR

Nom : Maître François Bouchard
Courriel : francois.bouchard@cainlamarre.ca et/ou notification.cain.saguenay@cainlamarre.ca
CAIN LAMARRE
Adresse : 190, rue Racine Est Bureau 300
Saguenay (Québec) G7H 1R9
Téléphone : 418-545-4580
Télécopieur : 418-545-9590
N/D : FBO-10-15-1215

DESTINATAIRES

Nom : Me Bernard Bouchard
Courriel : bernard.boucher@blakes.com
Me Sébastien Guy
sebastien.guy@blakes.com
BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.
Adresse : 600, boul. Maisonneuve Ouest, bur. 2200, Montréal (Qc) H3A 3J2

DATE : 22 AOÛT 2017
HEURE : Se référer à l'en-tête de ce courriel

Nom : Me Roger P. Simard
Courriel : roger.simard@dentons.com
DENTONS CANADA LLP
Adresse : 7, Place Ville Marie 39^e étage, Montréal (Qc) G3B 4M7

DATE : 22 AOÛT 2017
HEURE : Se référer à l'en-tête de ce courriel

Nom : Me Sylvain Rigaud
Courriel : sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com
Me Chrystal Ashby

Chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com
NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L.

Adresse : 1, Place Ville Marie, bureau 2500, Montréal (Qc) H3B 1R1

DATE : 22 AOÛT 2017

HEURE : Se référer à l'en-tête de ce courriel



Catherine Pedneault

De: Microsoft Outlook
À: bernard.boucher@blakes.com; sebastien.guy@blakes.com; roger.simard@dentons.com; sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com; Chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com
Envoyé: 22 août 2017 10:32
Objet: Relayé : Notification par courriel - In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: The Bloom Lake Iron Ore Mine Limited Partnership & al (500-11-048114-157) O/F: FBO-10-15-1215

La remise à ces destinataires ou groupes est achevée, mais aucune notification de remise n'a été envoyée par le serveur de destination :

bernard.boucher@blakes.com (bernard.boucher@blakes.com)

sebastien.guy@blakes.com (sebastien.guy@blakes.com)

roger.simard@dentons.com (roger.simard@dentons.com)

sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com (sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com)

Chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com (Chrystal.ashby@nortonrosefulbright.com)

Objet : Notification par courriel - In the matter of the Plan of Compromise or Arrangement of: The Bloom Lake Iron Ore Mine Limited Partnership & al (500-11-048114-157) O/F: FBO-10-15-1215

Catherine Pedneault

De: Catherine Pedneault
Envoyé: 22 août 2017 10:47
À: 'bernard.boucher@blakes.com'; 'sebastien.guy@blakes.com'; 'steven.weisz@blakes.com'; 'milly.chow@blakes.com'; 'aryo.shalviri@blakes.com'; 'nigel.meakin@fticonsulting.com'; 'steven.bissell@fticonsulting.com'; 'ellen.dong@fticonsulting.com'; 'michael.basso@fticonsulting.com'; 'evan.cobb@nortonrosefulbright.com'; 'sylvain.rigaud@nortonrosefulbright.com'; 'chrysal.ashby@nortonrosefulbright.com'; 'AndreAnne.Fortin@nortonrosefulbright.com'; 'awinton@counsel-toronto.com'; 'mgottlieb@counsel-toronto.com'; 'gerry.apostolatos@langlois.ca'; 'mdesrosiers@osler.com'; 'mlaroche@millertthomson.com'; 'brennanp@bennettjones.com'; 'dimitri.maniatis@langlois.ca'; 'daniel.baum@langlois.ca'; 'gary.rivard@bcf.ca'; 'jcuttler@kklex.com'; 'jbellissimo@casselsbrock.com'; 'kewallace@casselsbrock.com'; 'audley.sheppard@cliffordchance.com'; 'simon.greenberg@cliffordchance.com'; 'karolina.rozycka@cliffordchance.com'; 'eric.ouimet@bcf.ca'; 'bertrand.giroux@bcf.ca'; 'frederic.cote@bcf.ca'; 'jsiwiec@perlaw.ca'; 'arubinoff@perlaw.ca'; 'abernard@fasken.com'; 'bfarber@fasken.com'; 'GLefebvre@blg.com'; 'fgagnon@blg.com'; 'a.provencher@sblavocats.com'; François Bouchard; 'julien.collin@hcblegal.com'; 'toddstanley@gov.nl.ca'; 'lmorin@fasken.com'; 'gmichaud@fasken.com'; 'gmetcalfe@duntonrainville.com'; 'TCliche@DuntonRainville.com'; 'michael_axel@keybank.com'; 'rschwill@dwpv.com'; 'julie.lambert@cslships.com'; 'besnier.avocats@cgocable.ca'; 'shebert@millertthomson.com'; 'dstolow@kklex.com'; 'jmorisette@osler.com'; 'wael.rostom@mcmillan.ca'; 'Emile.CatimelMarchand@mcmillan.ca'; 'gmoffat@tgf.ca'; 'roger.simard@dentons.com'; 'louis.dumont@dentons.com'; 'katherineboulianne@bptavocats.com'; 'dboudreault@plba.ca'; 'hbesnier.bdr@cgocable.ca'; 'claupe.paquet@bcf.ca'; 'rtalaifar@sangramoller.com'; 'hsangra@sangramoller.com'; 'pierre.lecavalier@justice.gc.ca'; 'dmitchell@imk.ca'; 'ahatnay@kmlaw.ca'; 'jfbeaudry@plba.ca'; 'MichaelPDelaney@gov.nl.ca'; 'nick@scheib.ca'; 'Tony.Reyes@nortonrosefulbright.com'; 'anne.parent@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'gquerry@mccarthy.ca'; 'mbourbonnais@mccarthy.ca'; 'alain.gaudreault@mddelcc.gouv.qc.ca'; 'kpeddle@usw.ca'; 'legcounsel@gov.nl.ca'; Jean-François Delisle; 'njacobs@stewartmckelvey.com'; 'reynald.auger@langlois.ca'; 'jfgauvin@millertthomson.com'; 'mduchesne@blg.com'; 'otadlaoui@blg.com'; 'isabelle.giguere@mern.gouv.qc.ca'; 'michael.hanlon@mcmillan.ca'; 'townmanager@wabush.ca'; 'pbelanger@mccarthy.ca'; 'jperreault@mccarthy.ca'; 'mdorion@mccarthy.ca'; 'lnboulanger@mccarthy.ca'; 'marc-andre.sansregret@langlois.ca'; 'richard.laflamme@steinmonast.ca'; 'jysimard@lavery.ca'; 'dmandilaras@lavery.ca'; 'pchang@morneaushepell.com'; 'jvandorpe@morneaushepell.com'; 'bquistgaard@pinklarkin.com'; 'rpink@pinklarkin.com'; 'bwalancik@kmlaw.ca'; 'elizabethbrown@hicksmorley.com'; 'john-prezioso@hicksmorley.com'; 'gamiot@avocatsbsl.com'; 'notification@mccarthy.ca'; 'atardif@mccarthy.ca'; 'marc.germain@steinmonast.ca'; 'ddvu@stikeman.com'; 'a.guerette@betonprovincial.com'; 'antoine.beaudoin@steinmonast.ca'; 'camille.roy@steinmonast.ca'; 'martin.roy@steinmonast.ca'; 'marie-josee.comeau@retraitequebec.gouv.qc.ca'; 'louis.robillard@retraitequebec.gouv.qc.ca'; 'mbrodeur29@hotmail.com'

Objet: CS 500-11-048114-157 - DANS L'AFFAIRE DE L'ARRANGEMENT DE : BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED & al


Pièces jointes: 20170822_Procédure_RequêteProlongationDélaiPermissionAppeler_FBO_10151215.pdf

TO/À: SERVICE LIST / LISTE DE DISTRIBUTION

The present email constitutes service of Ville de Fermont of a **Requête en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler (Articles 13 et 14 de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies) et Pièces R-1 à R-5**

Le présent courriel constitue la signification *par* la Ville de Fermont d'un **Requête en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler (Articles 13 et 14 de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies) et Pièces R-1 à R-5**

 **CAIN LAMARRE Catherine Pedneault**
Adjointe juridique

190, rue Racine Est, bureau 300, Chicoutimi (Québec) G7H 1R9
T 418 545-4580 | F 418 549-9590 | cainlamarre.ca | 



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ L'information contenue dans ce courriel est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire désigné, veuillez aviser l'expéditeur et supprimer ce courriel. | Cain Lamarre SENCRL | NOTICE OF CONFIDENTIALITY The information contained in this email is confidential. If you are not the intended recipient, please advise the sender and delete this message. | Cain Lamarre LLP

Découvrez notre nouveau site Web **ICI** !

5. Procès-Verbal du jugement accueillant la prolongation du délai d'appel du 25 août 2017

PHOTOGRAPHED BY THE NATIONAL ARCHIVES
REF ID: A63892

CANADA

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE
CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Chambre commerciale

No :
500-11-048114-157

Référée
de

Salle
prévues

Date

Le 25 août 2017

L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S.

JH5439

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES
ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, L.R.C.
1985, CH. C-36**

**BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED
QUINTO MINING CORPORATION
8568391 CANADA LIMITED
CLIFFS QUÉBEC MINE DE FER ULC
WABUSH IRON CO. LIMITED
WABUSH RESOURCES INC.**

Requérantes

Et
**SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINE DE FER DU LAC BLOOM
BLOOM LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED
WABUSH MINES
ARNAUD RAILWAY COMPANY
WABUSH LAKE RAILWAY COMPANY LIMITED**

Mises en cause

Et
FTI CONSULTING CANADA INC.

Contrôleur

Et
VILLE DE FERMONT

Opposante

	Procureur(s)
Pour les requérantes	M ^e Bernard Boucher BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.
Pour les mises en cause	M ^e Bernard Boucher BLAKE, CASSELS & GRAYDON S.E.N.C.R.L.
Pour le contrôleur	M ^e Arad Mojtahedi NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L.
Pour l'opposante	M ^e François Bouchard (Chicoutimi) M ^e Denis Cloutier (Montréal) M ^e Gabriel Serena-Bélisle (Montréal) CAIN LAMARRE

Nature de la cause

Montant : \$

Cote(s)	Requête (s)
	Demande de l'opposante en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler

Greffier (Ière) <i>Lucie Thibodeau</i>	Interprète N/A	Sténographe N/A
---	-------------------	--------------------

CANADA

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE
CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

COUR SUPÉRIEURE

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Chambre commerciale

No :
500-11-048114-157

Référée
de

Salle
prévue

Date

Le 25 août 2017

L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S.

JH5439

ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE

Audition AM :	Début	Fin	Audition PM :	Début	Fin
	09h30	09h45			

Affaires référées au maître des rôles	Résultat de l'audition
	Demande accueillie

HEURE

9h30

OUVERTURE DE L'AUDIENCE

Identification des procureurs

Le Tribunal s'adresse aux avocats

Intervention de M^e Serena

9h35

Intervention de M^e Boucher

9h37

Intervention de M^e Bouchard

Le Tribunal s'adresse aux avocats (suite)

9h39

Intervention de M^e Serena

Jugement

9h41

CONSIDÉRANT la demande en prolongation du délai pour demander la permission d'en appeler présentée par Ville de Fermont ;

CONSIDÉRANT que le jugement duquel Ville de Fermont veut appeler, est rendu le 25 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT que le jugement est envoyé aux procureurs par courriel le 26 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT que le jugement n'est pas reçu par les procureurs de Ville de Fermont ;

CONSIDÉRANT que les procureurs de Ville de Fermont indiquent au Tribunal qu'ils n'ont pas reçu l'avis de jugement et qu'ils sont informés du jugement la première fois le 15 août 2017 ;

CONSIDÉRANT que le délai pour demander la permission d'en appeler est de 21 jours à compter de la date du jugement et est donc expiré le 15 août 2017 ;

CONSIDÉRANT que les procureurs de Ville de Fermont avisent le procureur des débitrices dès le 16 août 2017 qu'ils se réservent la possibilité de porter le jugement en appel ;

CONSIDÉRANT que les procureurs de Ville de Fermont ont agi avec diligence pour présenter la présente demande en prolongation de délai ;

CONSIDÉRANT que les procureurs des débitrices, du contrôleur et du créancier garanti ne s'opposent pas à la demande en prolongation de délai ;

CONSIDÉRANT que la demande est signifiée au « service list » avec avis de présentation ;

CONSIDÉRANT que personne ne s'est manifesté pour contester la demande ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de délai ne cause aucun préjudice et ne fait que replacer les parties dans la situation où elles auraient dû être ;

CONSIDÉRANT qu'il est approprié dans les circonstances d'abrégé le délai de présentation de la présente demande ;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

ACCUEILLE la demande pour prolonger le délai d'appel de la décision rendue par le soussigné le 25 juillet 2017.

ABRÈGE le délai de présentation de la présente demande.

PROLONGE le délai d'appel possible pour cette décision au 5 septembre 2017.

LE TOUT SANS FRAIS


9h43 Intervention de M^e Bouchard

9h45 Intervention de Me Bélisle

9h45 **FIN DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE**



L'HONORABLE STEPHEN W. HAMILTON, J.C.S.


Lucie Thibodeau, g.a.c.s.

C.A. 500-09-
C.S. 500-11-048114-157

**COUR D'APPEL DU QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
VILLE DE FERMONT**

PARTIE APPELANTE –
Créancière / Opposante

**C. BLOOM LAKE GENERAL PARTNER
LIMITED, et al.**

PARTIE INTIMÉE –
Débitrices / Requérantes

**et
THE BLOOM LAKE IRON ORE MINE
LIMITED PARTNERSHIP, ET AL.**

MISES EN CAUSE –
Mises en cause

FTI CONSULTING CANADA INC.
MISE EN CAUSE –
Contrôleur

**DEMANDE POUR PERMISSION D'APPELER D'UN
JUGEMENT RENDU EN MATIÈRE DE PLAN
D'ARRANGEMENT ET PIÈCES**

(ARTICLES 13 ET 14 DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS
AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES AINSI QUE LES
ARTICLES 30 AL. 2 ET 357 C.P.C.)

**PARTIE APPELANTE
DATÉE DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2017**

COPIE POUR LE DOSSIER

N/d : 10-15-1215

Me Gabriel Serena-Bélisle

Me Denis Cloutier

Me François Bouchard

Code : BC-2587



630, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6
Téléphone : 514 393-4580
Télécopieur : 514 393-9590

L'intimé, les intervenants et les mis en cause doivent, dans les 10 jours de la notification, déposer un acte de représentation indiquant le nom et les coordonnées de l'avocat qui les représente ou, dans le cas d'absence de représentation, un acte indiquant ce fait. Cependant, s'il est joint à la DEMANDE POUR PERMISSION D'APPELER D'UN JUGEMENT RENDU EN MATIÈRE DE PLAN D'ARRANGEMENT ET PIÈCES ET PIÈCES une demande pour obtenir la permission d'appeler, les intervenants et les mis en cause ne sont tenus de le faire que dans les 10 jours du jugement qui accueille cette demande ou, le cas échéant, de la date à laquelle le juge a pris acte du dépôt de la déclaration (article 358, al. 2 C.p.c.).

Les parties notifient leurs actes de procédure (incluant mémoire ou exposé) à l'appelant et aux seules parties qui ont produit un acte de représentation (ou de non-représentation). (Article 25 al. 1 du Règlement de procédure civile)

Si une partie est en défaut de produire un acte de représentation (ou de non-représentation), elle ne peut déposer aucun autre acte de procédure au dossier. L'appel procède en son absence. Le greffier n'est tenu de lui notifier aucun avis. Si l'acte est produit en retard, le greffier l'accepte aux conditions qu'il détermine. (article 30 du Règlement de procédure civile)